ISSN 1662 – 4599

13 avril 2015
14e année
No 9/10

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Les sanctions unilatérales violent les accords internationaux

*Interview du professeur Alfred de Zayas, spécialiste du droit international, Genève**

A la fin de sa session printanière, le président du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a nommé un rapporteur spécial pour mener des investigations au sujet des violations des droits de l'homme lors de mesures coercitives unilatérales (par exemple des sanctions économiques). Cette nomination fut précédée de longues années de débats concernant la mise en cause du droit international par de telles sanctions. (cf. «Horizons et débats» no 6/7 du 9 mars 2015)

Le spécialiste du droit international Alfred de Zayas explique dans l'interview ci-dessous à quel point des sanctions unilatérales portent atteinte au droit international.

Horizons et débats: Dans votre rapport adressé au Conseil des droits de l'homme que vous avez déposé personnellement le 10 septembre 2014, vous mentionnez les mesures coercitives unilatérales, comme par exemple les sanctions économiques, comme étant non-pacifiques et pas en accord avec les objectifs et les principes des Nations Unies. Que vouliez-vous dire par là?
Alfred de Zayas: Non seulement les mesures coercitives unilatérales, mais souvent aussi les mesures multilatérales, violent autant la lettre que l'esprit de la Charte des Nations Unies, notamment le Préambule et les articles 1 et 2. L'organisation repose sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres. Les sanctions unilatérales et les embargos violent de nombreux accords internationaux et «les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées» (Statuts de la Cour internationale de justice, art. 38).

De quels principes de droit s'agit-il là?
Ce sont notamment le principe de la souveraineté étatique, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, la liberté de commerce internationale et, entre autres, la liberté de navigation. En outre, elles violent des principes de droit international, *pacta sunt servanda*, car les sanctions et les embargos empêchent l'exécution de traités de droit international en vigueur. L'application extraterritoriale de lois nationales représente une nouvelle forme de colonialisme qui revient à l'usurpation de compétences, presque une sorte d'annexion d'autres juridictions par le biais de moyens d'extension de la juridiction nationale.

Y a-t-il aussi des résolutions de l'ONU violées par les mesures coercitives unilatérales?
Plusieurs résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU sont violées, entre autres la *Résolution 2625* (du 24 octobre 1970) concernant les relations amicales et la coopération entre les Etats, dont le préambule stipule que les Etats ont l'obligation «de s'abstenir d'intervenir dans les affaires de tout autre Etat». C'est «une condition essentielle à remplir pour que les nations vivent en paix les unes avec les autres». En outre, ils ont le devoir «de s'abstenir, dans leurs relations internationales, d'user de contrainte d'ordre militaire, politique, économique ou autre, dirigée contre l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale de tout Etat.»

Et l'Assemblée générale de préciser: «Aucun Etat ni groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat. En conséquence, non seulement l'intervention armée, mais aussi toute autre forme d'ingérence ou toute menace, dirigées contre la personnalité d'un Etat ou contre ses éléments politiques, économiques et culturels, sont contraires au droit international. Aucun Etat ne peut appliquer ni encourager l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains et pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit.»

Que faut-il entendre par mesures de toute autre nature?
Par exemple un «blocus des ports ou des côtes d'un Etat par les forces armées d'un autre Etat» représente une agression contre le droit international (Assemblée générale, Résolution 3314, article 3 c).

Y a-t-il des prises de position de la communauté internationale à ce sujet?
Les mesures coercitives unilatérales sont régulièrement désignées par la plupart des Etats comme étant contraires au droit international, comme par exemple dans les 23 résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU concernant l'embargo contre Cuba (cf. résolution 69/5 du 28 octobre 2014). A l'occasion de l'adoption de cette résolution – 188 Etats étaient en faveur, deux se sont opposés (USA et Israël) et 3 se sont abstenus – plusieurs Etats ont désigné l'embargo explicitement d'«illégal».

C'est une majorité écrasante …
Lors des débats devant l'Assemblée générale, les représentants du continent sud-américain ont tous soutenu Cuba. Au nom de la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (CELAC), qui comprend les 33 pays des deux Amériques sauf les Etats-Unis et le Canada, l'ambassadeur du Costa Rica auprès de l'ONU, *Juan Carlos Mendoza,* a dénoncé l'effet extraterritorial des lois de blocus américaines dont sont concernés également des Etats tiers. «Les mesures unilatérales prises dans le contexte du blocus portent atteinte à de nombreuses entreprises qui, en accord avec le droit international, y compris les règles établies par l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC), ont des relations commerciales avec Cuba.» Les représentants du Mouvement des Etats non-alignés ont également précisé que les sanctions contre Cuba étaient «illégales».

Les Etats-Unis sont-ils l'acteur principal en matière de sanctions?
Selon les informations du Trésor américain, les Etats Unis entretiennent actuellement 26 «Sanctions Programs» (*www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs*).

L'application ex-territoriale de lois nationales, tel par exemple le *Helms-Burton Act* du 12 mars 1996, violent également les droits de nombreux d'Etats tiers et ont souvent été condamnées par la communauté des Etats comme violant le droit international.

Selon vos explications, il est évident que les sanctions unilatérales portent massivement atteinte au droit international.
Oui, la question de leur illégalité est claire. Le problème reste de savoir comment le droit international peut être appliqué de façon effective. Jusqu'à présent, il n'y a pas de possibilité pour l'ONU de forcer l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à se comporter en conformité avec le droit international. Ils ont une impunité de fait.

On pourrait toutefois lancer une procédure de réclamation d'un Etat auprès du Comité des droits de l'homme de l'ONU, selon l'article 41 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques,* ce qui forcerait l'ONU à prendre la chose en main, au moins pour discuter la situation et trancher, même si rien ne change. Une condamnation a quand même une certaine valeur morale.

Quelles normes relatives aux droits de l'homme peuvent être violées par des sanctions?
Le droit à la vie (article 6 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*). Les sanctions contre l'Irak, l'Iran, Cuba, le Soudan, le Venezuela, le Zimbabwe, etc. ont aggravé la situation de l'approvisionnement dans ces pays. Des gens sont morts par manque de nourriture, d'eau potable, de soins médicaux et de médicaments. Par ailleurs, l'exercice des droits économiques et sociaux, protégé par le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, se voit ainsi bafoué. Les sanctions peuvent également être en violation des *Conventions de Genève* et d'autres traités de *droit international humanitaire.*

Dans ce cas, les nouvelles sanctions contre la Russie sont également problématiques?
Une décision juridique éclairante sur cette question serait souhaitable comme, par exemple, un avis de la *Cour internationale de justice* conformément à l'art. 96 de la Charte des Nations Unies. Cela serait utile pour l'analyse plus détaillée des divers aspects des sanctions et de leurs implications pour les droits de l'homme.

Si les sanctions sont illégales, qu'est-ce que cela signifie pour les Etats qui les soutiennent?
Il en naît le devoir de se racheter, en particulier lorsque les droits de l'homme sont violés; quand, par exemple, les sanctions mènent à une famine, à l'utilisation de la force, à une immigration de masse ou au nettoyage ethnique. Selon le principe *erga omnes* (concernant tous les Etats), les Etats n'ont pas le droit de reconnaître les violations du droit par d'autres Etats ou d'y apporter un quelconque soutien, par exemple financier. Mais comme je l'ai dit ci-dessus, le droit international n'est pas automatiquement mis en application. Pour cela, nous avons besoin de la volonté politique de la communauté internationale. Mais hélas, la solidarité internationale n'est pas coutume et la plupart des medias jouent le jeu des puissants.

Alfred de Zayas (photo thk)

Quand peut-on dire que des sanctions sont «légales»? Cette notion ne se cristallise-t-elle pas toujours dans une zone grise?
Bien qu'il existe de nombreuses «zones grises» dans le droit international, la situation est un peu plus claire ici. Conformément à l'article 41 de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité peut imposer des sanctions économiques, mais seulement après s'être assuré, sous l'égide de l'article 39 de la Charte, que la paix a été compromise. Celles-ci ont été utilisées avec succès par exemple dans la lutte contre le colonialisme, le racisme et l'apartheid en Rhodésie/Zimbabwe et en Afrique du Sud.

Un embargo sur les armes pourrait être absolument légal si le but final est de promouvoir la paix et de permettre une solution diplomatique à un conflit. Un embargo sur les armes devrait être imposé à toutes les parties d'un conflit, et la communauté internationale doit s'engager activement pour un cessez-le-feu et des négociations de bonne foi. Mais la plupart des sanctions ne sont pas efficaces ou s'avèrent même contre-productives. Les sanctions par le Conseil de sécurité des Nations Unies peuvent dégrader consi-

Suite page 2

Les frappes aériennes saoudiennes contre le Yémen violent le droit international et la souveraineté du pays

Mercredi dernier, l'Arabie saoudite a lancé une première série de frappes aériennes contre le Yémen. Selon divers rapports, elle aurait transféré 150000 soldats dans la région, soutenus par une centaine d'avions de combat, pour attaquer les rebelles chiites houthis impliqués dans une guerre civile atroce contre le gouvernement du Yémen dirigé par la majorité sunnite.

Cette intervention militaire d'envergure au Yémen représente une évidente violation du droit international pouvant avoir de lourdes conséquences pour toute la région, déclare *Hans Köchler,* président de *l'International Progress Organisation* (IOP) autrichienne, à l'agence de presse Spoutnik.

«Les interventions militaires étrangères au Yémen sont une violation évidente du droit international, notamment de l'article 2(4) de la Charte des Nations Unies défendant l'utilisation de la force dans les relations entre les Etats», déclare Köchler dont l'organisation qu'il préside conseille également les Nations Unies.

Selon Köchler, les activités unilatérales de l'Arabie saoudite et de ses alliés ne peuvent en aucun cas être justifiées en tant qu'acte d'«autodéfense collective» dans le sens de la Charte de l'ONU.

«En réalité, c'est une ingérence dans une guerre civile aux côtés d'une partie au conflit ce qui ne peut qu'aggraver le conflit interne à l'Etat et compliquer toute solution», précise le professeur Köchler.

L'intervention de Riad risque d'allumer, dans le schisme entre sunnites et chiites, un conflit important dans toute la région pouvant avoir des conséquences graves dans tout le monde arabe, explique Köchler. Les bombardements perpétrés par la coalition des pays du Golfe, dirigée par les Saoudiens, ont tué 65 personnes, selon les informations d'une source gouvernementale locale obtenues par Spoutnik.

L'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, *Adel Jubair,* a déclaré que son pays s'engage «pour empêcher que le gouvernement légitime du Yémen soit renversé».

Source: http://sputniknews.com [précédemment Ria Novosti] du 26/3/15

(Traduction Horizons et débats)

La voie de l'Islande pour sortir de la crise financière

«Ne pas écouter les marchés financiers, mais le peuple» (Olaf Ragnar Grimsson, Président d'Etat)

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques

Récemment le gouvernement islandais a informé la Commission européenne et le Conseil européen du retrait de sa demande d'adhésion (cf. *Horizons et débats* n° 8 du 23/3/15). Le gouvernement rose-vert avait sollicité en juillet 2009 son adhésion, après que la crise financière aux Etats-Unis ait influé de manière catastrophique sur les banques du pays. Lorsque le pays s'est rétablit étonnamment vite et qu'en avril 2013 un nouveau gouvernement a été choisi, les négociations ont été gelées. Le ministre des Affaires étrangères *Gunnar Bragi Sveinsson* a noté sur son site web: «Les intérêts de l'Islande sont mieux servi en dehors de l'UE.» La population n'approuverait pas l'adhésion, car ces dernières années, elle a réalisé, ce qu'elle a pu atteindre de ses propres forces. L'Islande est une île dans l'Atlantique avec 350 000 habitants. Le pays dispose de zones de pêche abondantes. Ses habitants pratiquent un peu d'agriculture avec beaucoup de moutons et accueillent de plus en plus de touristes parcourant le pays à cause de la beauté de la nature et de ses sources chaudes. Il fait bon vivre ainsi.

Lors de la dernière crise financière mondiale, l'Islande a pris une place importante – à plusieurs égards. La crise y a sévi encore beaucoup plus qu'ailleurs. En 2008, l'amoncellement de dettes était – au zénith de la crise – beaucoup plus élevé que dans les pays sud de l'UE. Alors que les dettes en Grèce s'élevaient à 175% du produit intérieur brut, les dettes de l'île atlantique (notamment celles des banques) étaient dix fois supérieur au du PIB, c'est à dire 1000% – donc un véritable scénario de catastrophe. Néanmoins, l'Islande se retrouve – sept ans plus tard – relativement en bonne santé. Comment cela s'est-il passé, comment cela a-t-il été possible?

Dans les années de la fin du millénaire, l'Islande se faisait remarquer par des taux de croissance très élevés. La raison n'était pas les fruits de la pêche, mais elle se trouvait ailleurs: les trois grandes banques s'étaient engagés dans un jeux risqué et avaient transformé l'île en une place financière globale. Elles attiraient par exemple des fonds d'épargnes de l'étranger avec des taux d'intérêts surélevés et investissaient cet argent dans des placements financiers risqués dans le monde entier – dans un premier temps avec succès. Les managers des banques responsables se présentèrent comme étant «modernes» et «ouverts» et rompirent avec les traditions de leur banque et de leur corps de métier – selon le proverbe: «Tant va la cruche à l'eau qu'elle finit par se casser.» La cassure ou la chute arriva il y a sept ans – de façon massive – et produisit très rapidement la faillite des trois grandes banques.

Le peuple montra la voie au sujet des dettes extérieures

Le traitement des dettes extérieures des trois banques islandaises était controversé. Selon la doctrine occidentale, l'Etat respectivement les contribuables devaient au moins en partie en assumer la responsabilité. Il s'agissait avant tout des fonds dits *Icesave*. Icesave avait, en tant que filiale en ligne de la *Landsbanki* nationalisée, attiré pendant plusieurs années avec des intérêts élevés de nombreux petits épargnants étrangers, dont l'argent n'était pas couvert par l'assurance islandaise des dépôts. Avant tout la Grande Bretagne et les Pays-Bas, d'où venait la plus grande partie de fonds étrangers, exigèrent que l'Etat islandais rembourse ces fonds. Il s'agissait d'environ 4 milliards d'euros (environ 12 000 euros par habitant de l'Islande). Le gouvernement négocia avec les deux pays, qui accordèrent des taux bas et des délais de remboursement longs. Le Parlement islandais accepta le résultat des négociations et adopta le 30 décembre 2009 une loi réglant les modalités de remboursement. – Mais alors le peuple sortit dans les rues avec leurs casseroles et exprima son mécontentement de devoir endosser une responsabilité qui ne lui incombait pas. Les spéculateurs étrangers devaient eux-mêmes porter les conséquences de leurs actes. Finalement, ils avaient obtenu 10% ou plus pour leur argent. «Est-ce moralement et juridiquement justifié, de simplement attribuer le risque à l'Etat et aux contribuables?», figurait sur les transparents et les tracts. L'initiative citoyenne *Defence* organisa diverses manifestations d'opposition. Elle récolta plus de 60 000 signatures (de 350 000 habitants) et exigea un référendum populaire. Les citoyens assiégèrent la résidence du Président d'Etat avec des feux de Bengale rouges, signalant de manière bien visible un «stop» à cette politique. Le Président d'Etat *Olaf Ragnar Grimsson* entendit la voix du peuple et ordonna le référendum: «Le noyau de notre Etat islandais est, que le peuple est le juge suprême sur la validité des lois. C'est ainsi que j'ai décidé, en conformité avec la Constitution, de transférer la décision sur la loi en question au peuple.» – En mars 2010, 93% des votants dirent non au paiement des dettes bancaires par l'Etat.

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas étaient alors, faute de mieux, prêts à renégocier le remboursement des dettes bancaires. Dans un nouvel accord, l'Islande obtint des concessions supplémentaires et des allégements de paiement. Le remboursement fut prolongé jusqu'en 2046, suite à quoi la prochaine génération serait aussi concernée. Le Parlement islandais accepta. Le Président d'Etat fixa un nouveau référendum populaire. En avril 2011, le peuple refusa également cette nouvelle proposition. – Que faire?

Les Islandais résolurent leur problème bancaire de la manière suivante: les trois grandes banques durent annoncer faillite. La Landsbanki avec sa banque en ligne Icesave fut nationalisée, les deux autres ont été divisés en une «New Bank» et une «Old Bank». La *New Bank* (dotée de nouveaux capitaux) hérita des domaines d'activité nécessaires à l'intérieur du pays, tels les opérations de paiement, les bancomats, un service «crédit», etc. La *Old Bank* hérita des immenses amoncellements de dettes et toutes les affaires étrangères avec une quantité d'actifs douteux qu'on liquida lors d'une procédure de faillite. De cette manière, les guichets purent rester ouverts et les bancomats restèrent en fonction à tout moment. Les banques obtinrent de nouveaux noms. L'ancienne banque *Kaupthing* s'appelle aujourd'hui *Arion,* l'ancienne *Glitinir* s'appelle aujourd'hui *Islandsbanki.* Les trois banques (actuellement en partie en main étrangère) se limitent aux opérations bancaires traditionnelles à l'intérieur du pays.

Cette procédure de faillite nous rappelle à la déconfiture de la *Swissair*, suite à laquelle on a toute suite fondé une nouvelle petite entreprise – la *Swiss* – (actuellement contrôlée par la *Lufthansa*) et pendant laquelle les actifs restants de l'ancienne société et l'importante accumulation de dettes ont été entièrement liquidés lors de la procédure de faillite.

La maîtrise du quotidien et la récupération

La vie sur l'île était difficile depuis le début de la crise. La couronne islandaise perdit de sa valeur. Les prix augmentèrent. Les salaires réels baissèrent. La vie renchérit. Le chaumage augmenta. La performance économique avait déjà baissé de 7% en 2009. Le gouvernement eut besoin d'un crédit du FMI de 10 milliards de dollar, pour survivre à ces temps difficiles. Comme d'habitude, il posa ses conditions. Le gouvernement gauche-vert refusa cependant une politique de liquidation dans le domaine social. Elle réussit tout de même à remplir le programme du FMI. Des pays amis tels la Norvège et la Suède aidèrent avec de l'argent. On augmenta les impôts pour les habitants, la progression de l'impôt sur les revenus fut accentuée et on saisit une série de mesures peu orthodoxes pour réduire les dettes. On déclara, par exemple, tous crédits liés à des monnaies étrangères comme illégaux. Le gouvernement offrit aux entreprises des programmes spéciaux de restructuration de la dette. Pour les crédits immobiliers il y eut des réductions de la dette. Les petits propriétaires obtinrent des allégements de paiements. Pour protéger la monnaie et empêcher la fuite de capitaux, le gouvernement introduisit des contrôles de la circulation des capitaux toujours en vigueur. Les personnes privées voyageant à l'étranger ne peuvent changer qu'un nombre limité d'euros.

Le FMI respecta les démarches du gouvernement. Plus encore – il demanda au ministre islandais des Finances *Steingrimur Sigfusson*, s'il ne voulait pas devenir le responsable principal du FMI pour la Grèce. Celui-ci a cependant refusé cette proposition (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21/2/15).

La crise en Islande n'a pas duré longtemps. La politique énergique, soutenue par le peuple, montra rapidement des résultats. Le tourisme et l'industrie de pêche profitèrent massivement de la monnaie faible. L'Islande devint bon marché. On importa moins de biens de consommation chers, en revanche, on produisit davantage à l'intérieur du pays. Trois ans après la baisse de 7% de 2009, il y eut une augmentation de 3% – un taux plus élevé que la moyenne de l'UE. L'inflation disparut et le taux de chômage se trouve aujourd'hui à 4% – comme en Suisse. Il n'existe pas de chômage des jeunes comme dans d'autres pays, où il a atteint des dimensions catastrophiques. – L'agence de notation *Fitch* a de nouveau augmenté la solvabilité du pays. Elle l'a explicitement justifié par «la réussite atteinte suite à des réponses peu orthodoxes à la crise».

En outre, la décision de la Cour de justice de l'AELE de l'année 2013 – ayant cette fois-ci pris une décision au profit du peuple – a été de grande utilité puisque la responsabilité de l'Etat pour les dettes bancaires étrangères a été refusée.

Succès survenu sur fond de souveraineté et de démocratie directe

Pourquoi le pays a-t-il si vite récupéré? Décisif pour le succès fut d'un côté la voix du peuple. Les Islandais n'ont pas seulement pris les bonnes décisions lors de deux référendums. La population a également, dans un grand nombre d'activités, participé activement aux événements – et cela toujours de manière non-violente. Avec des sites internet originaux, ils se sont défendus contre des tentatives de la Grande-Bretagne de placer les Islandais dans un coin terroriste afin de pouvoir geler leurs comptes en banques en Grande-Bretagne. Les Islandais ont en outre remonté les manches et ont remis leur économie nationale au pas. Les trois «nouvelles» banques, massivement réduites, y accomplissent leur tâche traditionnelle. La population a aussi empêché que les managers responsables du dérapage des banques reçoivent, comme ailleurs, d'énormes indemnités de départ en quittant leurs postes. Un bon nombre d'entre eux doivent faire face à des procédures judiciaires. Une commission d'enquête parlementaire a publié un rapport de 2000 pages, qui désigne un petit groupe d'environ 30 managers de banques, membres du gouvernement et de la banque centrale comme responsables principaux pour la débâcle financière. La Cour suprême a récemment jugé quatre d'entre eux avec des peines de prison de cinq à six ans pour des manipulations frauduleuses du marché et des abus de confiance, la punition la plus dure jamais prononcée en Islande dans le domaine de la criminalité économique.

En outre, la propre monnaie fut décisive pour le sauvetage du pays: la baisse massive de la couronne islandaise n'a pas mené au naufrage (comme certains prophètes financiers l'avaient prédit), mais c'était la condition préalable décisive pour une guérison rapide. Aujourd'hui, la couronne islandaise s'est stabilisée à environ 30% en dessous de sa valeur avant la crise. D'autres pays pourraient s'en inspirer! Pour un membre de la zone euro, la sortie de la monnaie commune serait la base pour une voie semblable.

Le succès de la voie islandaise pour sortir de la crise bancaire se distingue fortement de la voie centraliste, dirigée d'en haut, du sauvetage des banques et de la «gestion des dettes» de l'UE, où l'on maintien artificiellement en vie les banques en faillite et rend responsables les contribuables. L'Islande a clairement contredit l'idée que le sauvetage de grandes banques est «sans alternatives» (Too big to fail). Même si la voie de l'Islande ne peut pas être copiée telle quelle pour d'autres pays, elle inspire quand même à chercher courageusement de nouvelles voies. Elle montre aussi, comment un petit pays avec sa propre monnaie peut fièrement maintenir sa place dans le monde globalisé de la finance. La retrait de la demande d'adhésion en est la conséquence logique. Les problèmes financiers ne peuvent pas être résolus à huis-clos par une petite élite, mais la population et les contribuables doivent pouvoir aider de manière constructive à trouver le chemin du succès. Le fait que le FMI ait demandé au ministre islandais des Finances d'aider à maîtriser la crise de la dette en Grèce, parle pour-soi. •

«Les sanctions unilatérales violent … »
suite de la page 1

dérablement non seulement la situation des droits de l'homme dans un Etat, mais aussi faciliter ou y mener à la corruption et à la criminalité.

Qu'est ce qu'on peut dire en conclusion jusqu'à présent?
Tout régime de sanctions – unilatéral ou multilatéral – doit être soumis aux contrôles réguliers et sa conformité avec le droit international doit être jugé par un système légal compétent. En outre, il ne suffit pas que les sanctions soient juridiquement légales; elles doivent également poursuivre un but concis, légitime, servir la paix et respecter le principe de proportionnalité. Les régimes de sanctions doivent être vérifiés régulièrement – et s'ils violent les droits humains et n'apportent aucun effet positif, ils doivent être supprimés. Dans un monde globalisé, les sanctions ne peuvent être imposées en raison d'intérêts géopolitiques ou économiques, et si elles blessent les droits des personnes et des Etats, c'est alors qu'émerge pour l'émetteur le devoir de compensation adéquate envers les victimes de ces sanctions.

Quels sont les derniers développements sur cette question à l'ONU?
En mai 2014, le Conseil des droits de l'homme a organisé une conférence sur les sanctions unilatérales et multilatérales, à laquelle j'ai participé activement. *Denis Halliday,* ancien *coordinateur humanitaire en Irak,* y a dénoncé les sanctions insensées contre l'Irak de 1991 à 2003, ayant coûté la vie à plus d'un million de personnes. Le rapport de cet atelier a été discuté lors de la 27e session du Conseil des droits de l'homme en septembre 2014. Par la suite, le *Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU* a été invité à réaliser une étude et à préparer des recommandations, qui viennent maintenant d'être présentées au Conseil dans sa 28e session. Le 28 mars, en outre, *Idriss Jazairy* (ancien Ambassadeur de l'Algérie auprès des Nations Unies) a été nommé *Rapporteur spécial sur les conséquences négatives des mesures coercitives unilatérales par rapport aux droits de l'homme.*

Sinon, que peut-on faire contre de telles sanctions?
Les médias doivent également participer. Dans la plupart des cas, les populations ne savent pas quels crimes sont commis en leur nom, quelles mesures nos Etats prennent, causant alors des conséquences terribles pour les populations d'autres pays. Il est aussi de notre responsabilité, en tant que citoyens, de protester là-contre: «Pas en notre nom!» Le 19 mars 2015 a eu lieu une réunion scientifique à Londres, où j'ai participé avec plusieurs professeurs d'Oxford, de Londres, de Paris, etc. Le consensus était que les régimes de sanctions soulèvent davantage de problèmes qu'ils ne peuvent en résoudre et que le dialogue et la médiation de l'ONU sont meilleurs que des mesures punitives affectant principalement les populations civiles et causant beaucoup de souffrances.

Monsieur le Professeur, merci beaucoup de cette interview. •

(Interview réalisée par Thomas Kaiser)

* La conversation correspond à l'opinion personnelle du professeur de Zayas et n'a pas été officiellement tenue en sa qualité de Rapporteur spécial.
Cf. *www.alfreddezayas.com* et *http://dezayasalfred.wordpress.com*

Le tournant de Marignan et la Suisse d'aujourd'hui

par Marianne Wüthrich, docteur en droit et enseignante

L'année 2015 est pour la Suisse une année commémorative pour plusieurs raisons. 700 ans depuis la bataille du Morgarten (1315), les Confédérés ont pris les armes et ont défendu pour la première fois avec succès leur liberté et leur indépendance. 500 ans depuis la défaite de Marignan (1515), une étape décisive pour le développement ultérieure de la Confédération sera le thème d'aujourd'hui. 200 ans après le Congrès de Vienne (1815) fixant la carte européenne par les grandes puissances européennes après leur victoire sur Napoléon Ier. Cela signifia pour la Suisse la reconnaissance par les grandes puissances de son territoire, tel qu'il est encore aujourd'hui, et la neutralité de son armée perpétuelle (définie par elle-même!).

Tournons-nous donc vers l'année 1515 et la question de savoir ce qui a amené les anciens Confédérés à mener des guerres en Italie. Quelles ont été les conséquences qu'ils ont tirées après leur défaite à Marignan? Quel est le rapport avec la Suisse actuelle? Il s'agit donc d'une part de l'approfondissement de la connaissance à propos de l'histoire suisse et d'autre part de dresser un bilan susceptible d'intéresser les lecteurs d'autres pays. Il s'agit de démontrer que les piliers fondamentaux de notre modèle d'Etat avaient déjà été posés lors de la vieille Confédération. Cela signifie que ce n'est pas Napoléon qui a inventé la Suisse moderne comme on le prétend ci et là, mais que le fondement du modèle suisse avait été posé auparavant et fut ravivé au XVIIIe/XIXe siècle lors des Lumières.

Dans cette analyse, c'est notre intention de donner la parole à des historiens suisses ayant été actifs à une époque où l'histoire suisse avait encore une place digne dans nos universités et où les étudiants et les professeurs savaient pourquoi il était nécessaire de s'en préoccuper.

Les bannerets des anciens cantons. (Niklaus Manuel, vers 1500)

Saint Gothard – Via Helvetica[1]

«L'histoire nous apprend que les grandes voies de circulation ne servent pas uniquement aux voyageurs et aux transports des biens matériaux, mais – et là repose une grande partie de leur importance historique – elles sont en premier lieu, des canaux et des passages pour véhiculer des biens intellectuels, des idées aptes à changer le monde.»[2]

Depuis le XIIIe siècle, la voie du Gothard a joué, d'abord pour les habitants du canton d'Uri, un rôle central. Elle leur a donné de nouvelles possibilités de gain pour compléter les rendements agricoles modestes que leur offrait leur sol pauvre et leur climat rude. Souvent, c'étaient surtout des raisons économiques qui faisaient partir les gens vers des pays et des continents étrangers, à l'instar des commerçants de jadis venant de la plaine. En même temps, s'est ouvert pour les confédérés un nouveau monde au sud des Alpes – une autre culture, une autre langue, un climat clément et, en direction de la pleine du Po une étendue toujours impressionnante encore aujourd'hui pour nous, habitués aux petits espaces. Le fait de traverser les cols alpins et les contacts qui se sont créés avec des gens du monde entier a participé à cette ouverture au monde, propre à la plupart des Suisses – opposées aux assertions contraires.

Les Uranais ont en tout cas saisi leur chance et ont construit déjà au XIIIe siècle le chemin du Saint-Gothard, l'ont entretenu et ont formé des coopératives de muletiers pour organiser l'accompagnement et l'hébergement des pèlerins et des commerçants avec leur marchandises vers le sud et leur retour vers le nord. Pour raccourcir la voie du nord au sud et la rendre moins pénible, les montagnards ont construit au milieu du XIIIe siècle un vrai chef-d'œuvre: le «Pont du diable» au-dessus de la gorge de Schöllenen.[3] Ce n'étaient pas à cause des vallées étroites avec leur climat rude que les Habsbourgeois rendirent la vie difficile aux anciens Confédérés, mais plutôt leur intention de s'emparer de la voie convoitée vers le Sud. Les habitants des cantons dits primitifs se sont défendus comme on le sait avec succès. Ainsi le Saint-Gothard a libéré la voie pour la fondation de la Confédération.

Combat pour la liberté et consolidation du pacte fédéral

La base pour le Pacte de 1291 et pour tous les alliances ultérieures des Confédérés était leur engagement pour leur liberté et leur indépendance et contre l'ingérence de puissances étrangères. Pour conserver leur liberté, ils se sont distingués lors de la bataille du Morgarten en 1315 comme de vaillants combattants. Grâce à d'excellentes connaissances du terrain, des méthodes et des stratégies de combat originales et leur conviction de savoir ce qu'ils avaient à défendre, les montagnards étaient capables, au grand étonnement de leurs contemporains, de venir à bout d'armées bien plus grandes et mieux équipées.

Au cours des deux siècles entre les batailles de Morgarten et de Marignan, les Confédérés élargirent successivement leur confédération d'Etats de trois à treize cantons, auxquels s'ajoutèrent d'autres alliances avec diverses «pays alliés» tels le Haut Valais, Genève, l'Abbaye de Saint-Gall et les Grisons et de quelques conquêtes, notamment l'Argovie et la Thurgovie, pour compléter leur territoire. Le passage du bas Moyen Age aux temps modernes fut une époque agitée, dans laquelle il y eut de nombreuses luttes pour le pouvoir et des campagnes de conquête entre les diverses puissances européennes avec des alliances changeantes. Les Helvètes participèrent souvent à ces guerres en tant que mercenaires convoités, mais devaient parallèlement aussi protéger leur propre territoire grandissant contre des attaques. Jusqu'au tournant de 1515, ils se défendirent avec succès et purent protéger leurs frontières au Nord, à l'Est et à l'Ouest du pays, notamment à la fin du XVe siècle dans la guerre de Bourgogne (1474–1476) contre *Charles le Téméraire* et dans la guerre de Souabe (1499) et contre le Saint-Empire.

Marignan – la croisée des chemins

Lors de leurs campagnes vers le Sud, les Confédérés arrivèrent à la croisée des chemins: fallait-il continuer à participer aux luttes pour le pouvoir des Grands ou se rappeler les paroles de *Nicolas de Flue* et se contenter de régler leurs propres affaires dans leur petit pays en toute liberté et indépendance? La tentation de vouloir participer au cercle des Grands était grande au début du XVIe siècle, car les Helvètes étaient estimés et respectés suite à leurs nombreuses victoires militaires.

A cette époque, les principales puissances européennes voulaient s'assurer leur part de l'Italie du Nord, le «jardin de l'Europe» très convoité. A part le Duc de Milan il y eut la France, l'Etat pontifical de Rome, la Maison des Habsbourg, le royaume d'Espagne et la République de Venise qui participèrent aux alliances changeantes et aux combats pour la ville de Milan et d'autres villes de l'Italie du Nord. Les Suisses, connus comme de bons combattants et donc des mercenaires ou partenaires d'alliances très convoités, devinrent dans les années 1512–1515 eux-mêmes quelque chose comme une grande puissance qui s'assura d'abord tout le Tessin avant d'étendre leur main encore plus au sud, en direction de Novarre et Milan.[4] En tout cas on peut dire que toutes ces victoires contre les armées des «Grands» montèrent à la tête de certains Confédérés. Rétrospectivement, on peut donc dire que la lourde défaite qu'ils subirent finalement contre la France dans la bataille de Marignan a conduit à une pause, à un temps de réflexion sur les objectifs et les valeurs de l'alliance des treize anciens cantons, ce qui était impératif pour garantir le maintien de la Confédération.

Il semble que le peuple suisse actuel se trouve à une croisée des chemins semblable – évidemment dans une tout autre situation qu'il y a 500 ans. Pour nous autres Suisses du XXIe siècle, c'est la question suivante qui se pose: *Voulons-nous nous contenter de notre Etat fédéral aux petits espaces et pendre notre place dans le monde en tant que membre neutre de la communauté des peuples avec tous les devoirs liés à ce statut privilégié?* (Nous y reviendrons plus en détail dans le chapitre: «Neutralité armée perpétuelle – volonté de défense et obligation» à la page 4).

Ou bien cherchons-nous l'effondrement des piliers du modèle suisse – fédéralisme, démocratie directe, neutralité armée perpétuelle et plurilinguisme – uniquement pour préparer la voie pour un poste de rêve dans l'UE ou l'OTAN à quelques ambitieux politiciens, officiers de carrière ou autres membres de l'administration fédérale?

«La question-clé: Liberté ou pouvoir – Confédération ou Empire?»[5]

C'est cette question que pose l'historien *Georg Thürer* dans ses recherches sur la défaite des Confédérés dans la bataille de Marignan. Il arrive à la conclusion que ce n'était pas uniquement la défaite militaire qui décida les ancien Confédérés, il y a 500 ans, de se retirer sur leur territoire au nord des Alpes, mais que tout simplement leur tentative d'intégrer les rangs des grandes puissances ne leur convenait pas.

Car la Confédération était une alliance de petites communautés libres se réunissant pour que les diverses régions puissent garder leur liberté grâce au soutien de leurs alliés. Ils étaient loin de l'idée de vouloir devenir une grande puissance avec une organisation centralisée, dirigée par *un seul souverain* et liés à d'autres grandes puissances par des combats pour le pouvoir et des intrigues. Ils préféraient choisir en connaissance de cause une forme d'alliance coopérative, une alliance de pays souverains dont chacun, indépendant du nombre de sa population avait une voix au sein de la Diète et pouvait décider librement s'il voulait, par exemple, se joindre à une campagne contre Milan ou non (ce qui n'était pas une guerre défensive!). En outre, chaque canton gardait sa liberté de régler lui-même ses affaires – aujourd'hui nous dirions que l'ancienne Confédération se composait de 13 membres souverains. Avec les paroles de l'historien Georg Thürer: «Les Confédérés ne voulurent pas renoncer à cette liberté de la décision. Ils ne voulurent pas se priver de leur droit souverain ni au plan politique ni au plan militaire. Cela correspondait à leur conviction du pouvoir du peuple et d'une armée populaire dirigée par ses propres officiers. Cela serait contraire au caractère de l'ancienne Confédération d'entretenir une armée permanente en Lombardie avec un commandant permanant.»[6]

Est-ce pour cette raison que certains historiens suisses ne montrent que peu de d'intérêt à s'occuper sérieusement des racines de l'histoire suisse parce qu'ils devraient alors

Suite page 4

mw. «La décision de renoncer à une future politique de grande puissance, fut imposée de l'extérieur aux Suisses battus lors de la bataille de Marignan. Mais elle correspondait en même temps à leur essence intérieure. C'est pourquoi il serait erroné de ne prendre en compte que le lieu où les Confédérés ont subi une perte pour prétendre que la défaite au sud-est de Milan fut le grand désastre de l'histoire suisse parce que elle aurait empêché la Suisse de devenir une grande puissance permanente. Au contraire, il faut expliquer que cette courte période durant laquelle la Confédération se comporta comme une grande puissance était une entreprise hasardeuse trouvant sa fin à Marignan car elle était en contradiction avec l'essence de la Confédération helvétique. On aurait été mal inspiré de vouloir gagner du terrain et d'en perdre son âme.» Les Français victorieux sous François Ier furent, à cette occasion, très bienveillants envers les Confédérés, car ils leur cédèrent, dans le traité de «paix perpétuelle» de 1516, le Tessin et la Valteline; en échange, ils exigèrent des Suisses une paix durable avec la France.

Georg Thürer. Die Wende von Mariano. Zurich, 1965, p. 41/42

mw. Au sujet de la Constitution de 1848 Georg Thürer écrit: «En s'éloignant de l'ancien fédéralisme dans le domaine de la politique extérieure et des affaires militaires, l'organisation fédérale de la Confédération helvétique n'est pourtant pas dévalorisée. Elle nous permet aujourd'hui encore comme autrefois de mener une vie civique remplie de sens dans un Etat cantonal bien gouvernable et sain, se trouvant entre les petits espaces de la commune et celui, plus grand, de l'Etat fédéral. Dans le cadre de la Confédération, nous ne voulons nous priver ni de la vie publique ni de la vie culturelle spécifiques de ces 25 cantons [aujourd'hui 26 cantons, ndt.], mais les apprécier et les préserver comme sources de liberté et d'épanouissement de notre Confédération. Comme il serait monotone de vivre en Suisse si les cantons étaient réduits à des numéros d'une administration centrale et perdaient leurs particularités! Réjouissons-nous de la complémentarité variée des cantons – que la destinée politique soit décidée par la «landsgemeinde» séculaire ou par les urnes!»

Georg Thürer. Die Wende von Marignano. Zurich 1965, p. 47/48

Donnons aussi la parole à l'historien Edgar Bonjour qui présenta, en mai 1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, à la demande des étudiants [!] à Bâle trois cours traitant de l'«Etat suisse et l'histoire culturelle de la Suisse». Vu la situation menaçante dans le monde, il leur fit remarquer «[…] que la force de notre Etat fédéral est fondée sur la vigueur des Etats membres intacts, que la destruction de la structure étatique des cantons reviendrait à une autodissolution de la Suisse, car il existe un rapport de parenté très ancien entre la conception étatique d'un pouvoir central et celle d'un Etat dictatorial et totalitaire.» Dans le sens de la résistance spirituelle, Edgar Bonjour opposa l'inculture menaçante de l'époque au principe fédéraliste de la Suisse, ce qui correspond également à la protection des minorités: «Le fédéralisme est devenu pour nous une forme vécue de communauté. Il assure à chacun de nos quatre peuples si divers et si différents en nombre une existence pacifique tout en favorisant un vivre-ensemble fructueux. Lui seul peut conjurer le spectre de la question des minorités et des conflits linguistiques de notre territoire. Les valeurs politiques de la Suisse sont une spécificité unique au sein de l'ordre juridique de notre Etat fédéral. Nous y tenons fermement, non pas par sentimentalité crispée, mais parce que nous croyons fermement au destin individuel de chacune des parties de notre population et à une compréhension profonde de cet ordre juridique. Nous ne le considérons pas comme «ringard» mais, malgré tout, comme très prometteur. L'harmonie de la polyphonie à plusieurs voix nous est plus agréable à entendre à nos oreilles suisses que le son d'une seule voix monocorde.»

Edgar Bonjour. Werden und Wesen der schweizerischen Demokratie. Bâle 1939, p. 23/24

«Le tournant de Marignan et …»
suite de la page 3

discuter ouvertement avec les citoyens la question «Conserver notre indépendance ou se laisser recruter pour servir les puissants»? Bien entendu «indépendance» ne veut pas dire «isolement» ou «faire cavalier seul», comme les militants pour l'adhésion de la Suisse à l'UE affirment. La Suisse a toujours été ouverte au monde et en contact avec quiconque est de bonne foi. Mais nos affaires, nous voulons les régler nous-mêmes.

Adhérer à l'UE pour y faire valoir nos idées de «démocratie»? Mais, s'il vous plaît, nous sommes au milieu de l'Europe, entourés d'Etats membres de l'UE: Quiconque occupe un poste à Bruxelles est invité à apprendre du modèle suisse – s'il y est prêt. Se soumettre aux ordres de l'OTAN, ou plutôt, puisque cela semble être plus «innocent», aux commandants d'une mission militaire «humanitaire» de l'UE? Ou préférons-nous pas remettre en état notre armée de milice – avec les paroles de Georg Thürer: «une armée populaire avec ses propres officiers» – afin qu'elle soit apte à défendre nos valeurs, si jamais cela devra à nouveau être nécessaire? Il est plus que naïf de se tranquilliser en affirmant que nous sommes «entourés d'amis» – quand on prend en compte la situation mondiale et le ton rude utilisé envers tout dirigeant d'Etat ne marchant pas au pas de l'unique puissance suprême.

«Les valeurs politiques de la Suisse sont une spécificité unique au sein de l'ordre juridique de notre Etat fédéral.»[7]

Nous pouvons donc constater que les racines de notre système étatique actuel existaient déjà au début du XVI[e] siècle dans la Confédération des treize cantons: d'abord sous forme d'une confédération d'Etats avec une forte orientation fédéraliste qui, plus tard en 1848, fut transformée en Etat fédéral mais avec une large souveraineté des cantons. En 1848, on n'attribua que peu de compétences à la Confédération, avant tout en politique extérieure:

> *Art. 8: La Confédération a seule le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix, ainsi que de faire avec les Etats étrangers des alliances et des traités, notamment des traités de péage (douanes) et de commerce.*

La Confédération avait entre autre aussi le monopole de demander des droits de douane (Art. 23), de frapper monnaie et de fixer l'uniformité des poids et mesures dans toute l'étendue de son territoire (Art. 36/37). On appréciera spécialement la formulation de l'art. 36, alinéa 2: «Les Cantons cessent de battre monnaie; le numéraire est frappé par la Confédération seule.»

«Comme il serait monotone de vivre en Suisse si les cantons étaient réduits à des numéros d'une administration centrale et perdaient leurs particularités!», écrit le professeur Thürer. Nous, les Suisses du XXI[e] siècle, aurons bientôt atteint cet état, si nous ne nous y opposons pas: dans la dite «Maison des Cantons» à Berne, les conseillers d'Etats, élus par les citoyens de leur canton, tiennent leur «Conférence des directeurs» – des entités qui prennent des décisions sans jamais y avoir été légitimés par les citoyens de leur canton; des cercles secrets qui, à l'encontre du droit constitutionnel du citoyen à des délibérations publiques, concoctent leurs projets et programmes, tel le *Plan d'études 21,* à huis-clos, ensuite pouvoir les inculquer aux numéros – pardon, aux cantons – sans consulter le peuple.

«L'harmonie de la polyphonie à plusieurs voix nous est plus agréable à entendre à nos oreilles suisses que le son d'une seule voix monocorde.», voilà les paroles qu'*Edgar Bonjour* adressa en 1939 à ses étudiants bâlois. Aux fanatiques de «HarmoS», il faut préciser que nous Suisses, nous ne voulons pas de *monotonie d'un son unique à une seule voix pour nos écoliers*. Nous voulons que les écoles glaronnaises, grisonnes et soleuroises continuent à contribuer à *l'harmonie polyphonique à plusieurs voix.* Une harmonie sans HarmoS. Quelle intervention fatale dans la souveraineté scolaire des cantons sont donc HarmoS et le Plan d'études 21! Dans quelle camisole de force nos réformateurs scolaires veulent-ils placer nos enfants dans le pays tout entier?

Il vaut mieux garder l'harmonie de la polyphonie à plusieurs voix.

«Liberi e Svizzeri!» – quatre cultures linguistiques sous un seul toit

Un autre pilier de la Suisse est le plurilinguisme. Cette particularité a également ses origines au XVI[e] siècle. Suite à l'adhésion de la ville de Fribourg à la Confédération en 1481, le «Bund in obertütschen Landen» accueillit pour la première fois un canton bilingue. Les Uranais conquirent déjà en 1440 la Levantine au sud du Saint-Gothard, en 1516, on accueillit, selon la «Ewigen Richtung», les autres régions tessinoises. Avec les Grisons, comprenant outre les vallées germanophones aussi des vallées romanchophones et italophones, les Confédérés s'allièrent avant la guerre de Souabe de 1499.

Le Tessin était à l'époque encore un «bailliage commun» c'est-à-dire qu'il était administré *en commun* par les cantons confédérés, «[…] cependant les Tessinois ne perdirent pas la mesure de leur liberté considérable en comparaison avec les régions limitrophes. Lorsqu'il s'agit de la décision si la région sud de la Suisse allait être jointe à la République cisalpine ou à la République helvétique, on entendit à Lugano des exclamations: «Liberi e Svizzeri!»[8] Ainsi, à l'époque de l'Helvétique, le canton du Tessin devint un canton à droits égaux, dont les citoyens actuels votent, lors des votations populaires concernant les accords bilatéraux et d'autres sujets similaires, toujours le plus clairement contre l'adhésion à l'UE.

Edgar Bonjour attire également l'attention sur le fait que les anciens sujets du pays de Vaud et du Tessin «dans des moments de libre décision, lors de l'effondrement de l'ancienne Confédération […], se sont exprimés passionnément en faveur de la Suisse». Edgar Bonjour explique le fait que les Tessinois et les Romands n'eurent très vite plus de ressentiments envers leurs anciens souverains, par le fait que les Confédérés germanophones laissèrent aux Tessinois dès le début leur langue officielle italienne et correspondirent avec eux en italien. De même les Bernois: «Les baillis bernois régnèrent sur le pays de Vaud en langue française; ils se laissèrent même petit à petit conquérir culturellement par leurs sujets.»[9] Il est également vrai que de nombreux Romands et Tessinois parlaient le dialecte suisse allemand.

C'est encore ainsi de nos jours: La plupart des Suisses alémaniques d'un certain âge savent se débrouiller dans leur quotidien en français et en italien et vice-versa. Car nous n'avions pas de leçons de français précoce à l'école primaire nous avons appris à fond la langue allemande comme base solide pour les langues étrangères à l'école secondaire. D'ailleurs, de nombreux mots français et aussi quelques mots italiens font partie du langage quotidien des Suisses alémaniques: De *Portemonnaie* au *Trottoir,* de *Glace à Confiserie,* de *Merci à Boccia, Maroni* et *Trattoria.*

Aujourd'hui, l'allemand, le français et l'italien sont des langues officielles équivalentes. Chaque loi et chaque contribution dans les pages web de la Confédération se trouvent en trois langues. Tout Suisse peut s'adresser oralement ou par écrit dans sa propre langue à l'Administration fédérale et reçoit son courrier de Berne dans la même langue. Le romanche obtient un soutien spécial pour qu'il puisse se maintenir, par exemple avec une propre station de radio, des programmes de télévision et des subventions pour des manuels scolaires. Dans les cantons bilingues de Berne, Fribourg et Valais ainsi que dans le canton trilingue des Grisons, les langues sont équivalentes.

Ces soins scrupuleux du plurilinguisme depuis ses débuts au XV[e] siècle, même à l'époque des bailliages communs, sont un autre pilier important du modèle suisse. C'est une des raisons pour lesquelles les diplomates suisses sont souvent sollicités lors de querelles linguistiques dans d'autres pays.

Neutralité armée perpétuelle – volonté de défense et obligation

Le principe de neutralité, un autre pilier central du modèle suisse, s'est développé progressivement depuis la défaite de Marignan: «Le tournant de Marignan fut le début d'un développement qui s'avéra être une bénédiction pour la Suisse et certainement aussi pour le monde», constate Georg Thürer. Pour la Suisse, cela fut une véritable bénédiction qu'elle ait pu – à l'exception de l'époque de l'Helvétique, c'est-à-dire de l'occupation par *Napoléon I* de 1798–1803 – rester à l'écart des guerres européennes. Lors de la *Paix de Paris* de 1815, les puissances européennes reconnurent la neutralité, «cette maxime étatique à succès de la Suisse et le maintien de son territoire, parce que la neutralité et l'indépendance de la Confédération helvétique ‹sont dans l'intérêt de toute l'Europe›».[10]

Pour le reste du monde, la bénédiction du statut de neutralité de la Suisse se fait sentir par les devoirs qu'elle s'est imposée et qui sont partie intégrante de sa politique extérieure. En font partie l'offre des *bons services*, l'aide humanitaire, la responsabilité principale de la Suisse pour le CICR et le respect de ses tâches dans le monde ainsi que les tâches spéciales en tant qu'Etat dépositaire des *Conventions de Genève*. Thürer décrit comment un Suisse, le Genevois *Henry Dunant*, touché par la misère indicible de la guerre, a fondé le CICR, et il met cet acte en relation avec Marignan: «En 1864 la Convention de Genève de la Croix-Rouge fut créée. Depuis, elle a sauvé la vie à des millions d'êtres humains. Cet œuvre humanitaire n'aurait pas pu être développé avec une telle efficacité si la neutralité observée depuis Marignan ne lui avait pas offert une place dans un pays relativement sûr. C'est pourquoi la Croix-Rouge a pris comme emblème l'emblème d'Etat suisse avec les couleurs inversées.»[11]

Et n'oublions pas: la neutralité de la Suisse est une neutralité *armée*, avec la mission constitutionnelle de garantir la défense du pays et de ses habitants. En outre, c'est une neutralité *perpétuelle* et très clairement une des valeurs de base que tout Suisse a en lui (90–95% de soutien dans tous les sondages).

Terminons nos réflexions sur le développement et la formation du modèle suisse à la suite de la défaite de Marignan avec une citation de Georg Thürer concernant la «mission du petit Etat»: «Ce n'est pas seulement pour l'Occident mais également pour le monde entier un grand service si la Confédération helvétique maintient l'exemple vivant que même dans un petit espace plusieurs langues peuvent vivre ensemble en paix et en liberté et qu'on peut confier aux citoyens le mot décisif par les urnes, pas seulement pour des élections mais aussi pour des questions de fond importantes.» Thürer termine son livre «Le tournant de Marignan» avec une reconnaissance du grand Suisse *Johann Heinrich Pestalozzi*: «Dans l'éducation en faveur de l'estime de ses semblables, Pestalozzi voit la plus grande contribution de notre petit Etat à la culture du monde».[12]

Pour nous, Suisses du XXI[e] siècle, cela signifie de ne pas chercher la bienveillance des grandes puissances, de ne pas participer aux guerres mais d'avancer dans l'éducation de nos enfants pour qu'ils deviennent des personnalités humaines, empathiques et responsables. Mettons-nous au travail! •

Guerriers confédérés traversant les Alpes. (Luzerner Bilderchronik, 1513)

mw. «Faisant partie du désir de vivre sainement, la volonté de se défendre ne doit en aucun cas s'essouffler au sein du peuple. Quiconque aime notre vie en liberté doit se préparer à temps et s'engager pour le maintien de la Confédération. La bravoure et l'endurance ayant influencé l'attitude mémorable des héros de Marignan, ne devraient pas s'affaiblir face à la situation mondiale transformée et la nouvelle manière de conduire les guerres; en particulier parce que l'armée de la Suisse – le seul Etat n'ayant pas changé ses frontières depuis l'époque de Napoléon – ne veut pas conquérir de nouvelles terres mais sauvegarder notre petit Etat avec ses dons et ses tâches.» Voilà ce qu'écrivit Georg Thürer à l'occasion de la commémoration des 450 ans de la bataille de Marignan en 1965. Il semble que ces mots, 50 ans plus tard, n'ont en rien perdu de leur importance et de leur actualité.

Georg Thürer. Die Wende von Mariano. Zurich 1965, p. 56

De plus, en mai 1939, alors que la situation mondiale était bien plus menaçante, Edgar Bonjour rendit attentif au fait que la neutralité suisse n'était pas une neutralité d'opinion: «D'abord, il faut dire que pour nous la neutralité est uniquement un principe de politique étrangère et ne relève pas de l'indifférence vis-à-vis des problèmes humains et spirituels. […] Elle correspond donc au bon sens et est dictée par un impératif de pure survie. La Suisse n'a pas pour autant démissionné de l'histoire du monde. Notre neutralité n'interdit nullement au citoyen individuel de se faire lui-même une opinion sur les évènements géopolitiques, de se pencher sur différentes idéologies et de se former sa propre opinion. […] Le Suisse ne se laisse dicter sa manière de penser, de parler ou d'écrire ni de son gouvernement et encore moins d'un gouvernement étranger.»

Puis, Edgar Bonjour attire l'attention sur les obligations que la neutralité impose à la Suisse et à ses habitants, en priorité, le devoir de défense militaire du pays: «Le droit de pouvoir s'abstenir de tous les conflits des grandes puissances nous impose des devoirs. D'abord le devoir du service militaire pour protéger notre indépendance territoriale et politique; puis le devoir de l'engagement intellectuel pour protéger nos particularités culturelles. […] Finalement, le devoir d'accueil, la disposition à l'entente et à l'aide interétatiques. […] Le fait que la neutralité suisse ait engendré des performances positives lui a donné une bonne réputation internationale et la reconnaissance générale en tant qu'élément de la politique européenne.»

Edgar Bonjour. Werden und Wesen der schweizerischen Demokratie. Bâle 1939, p. 35-37

---

1 Arthur Wyss-Niederer, *Sankt Gotthard – Via Helvetica,* Bern 1979

2 Arthur Wyss-Niederer, ibid., S. 2

3 Georg Thürer. *Die Wende von Marignano.* Zurich 1965, p. 14/15

4 cf. le chapitre «Drei Jahre Schweizer Grossmachtspolitik» in Georg Thürer, ibid., p. 28

5 Georg Thürer, ibid., p. 45

6 Georg Thürer, ibid., p. 47

7 Edgar Bonjour. *Werden und Wesen der schweizerischen Demokratie.* Bâle 1939, p. 23/24

8 Georg Thürer, ibid., p. 53

9 Edgar Bonjour, ibid., p. 24/25

10 Georg Thürer, ibid., p. 55

11 Georg Thürer, ibid., p. 56

12 Georg Thürer, ibid., p. 57/58

«La Russie donne des signaux de souveraineté et d'indépendance»

Interview de Vladimir Ivanovitch Yakounine

Vladimir Ivanovitch Yakounine (photo thk)

En marge de la conférence «Choix européen: globalisation ou re-souverainisation?» du 6 mars à Genève, «Horizons et débats» s'est entretenu avec Vladimir I. Yakounine.

Horizons et débats: Comment jugez-vous la situation actuelle en Ukraine? Quand peut-on s'attendre à une fin du conflit?

Vladimir I. Yakounine: Pour être honnête, je ne suis pas un homme politique, je ne peux pas répondre aux questions concernant la probabilité d'une fin du conflit. J'examine la politique. Ma tâche est d'apprendre comment reconnaître les tendances essentielles et j'analyse la politique ainsi. A mon avis, la crise en Ukraine est une crise très spécifique. Dans toute l'histoire contemporaine, il n'y a pas un seul exemple d'une telle crise. Ici [à la conférence globalisation ou retour à la souveraineté, cf. encadré], on a déjà évoqué la Yougoslavie. Nous pouvons également examiner la Libye sous cet angle.

Mais le cas de l'Ukraine est un cas à part, parce que là-bas, un conflit a lieu sur le territoire d'un pays ayant les mêmes racines historiques que la Russie. En fait, l'Ukraine n'a jamais été vraiment un Etat, elle a toujours fait partie de l'empire russe, de la société russe etc. De par sa culture, elle fait partie du territoire [russe], et partage les valeurs de la Russie. Maintenant, elle en est séparée, et une partie de l'Etat ukrainien actuel est même divisée strictement: il y a une partie au Sud-Est et une partie tout à fait à l'Ouest. Ceci est extrêmement dangereux parce que cela réveille également le monstre du néonazisme.

J'ai beaucoup d'amis, je voyage souvent dans les pays de l'Europe. Je parle aux gouvernements, aux présidents, aux Premiers ministres, et je sais que la représentation de la crise en Ukraine dans les medias ne correspond pas aux faits. Loin de moi de vouloir prétendre être celui qui possède la vérité ultime, mais j'étais étonné de voir à quel point c'est difficile pour les sociétés occidentales de trouver des informations. A mes yeux, il manque la vraie connaissance de ce qui se passait et se passe dans ce territoire. Ce qui mène à ce malentendu global entre les partis politiques.

Eglise Notre-Dame-de-l'Annonciation de Nijni Novgorod, située dans un des plus anciens monastère de Russie. Croyants recevant de l'eau bénite. (photo H/K)

A mon avis, la clé du conflit ne se trouve ni à Moscou ni à Minsk, elle se trouve à Washington. Mais d'un autre côté, un ami autrichien m'a raconté que lors d'une visite aux Etats-Unis et lors de conversations avec des personnes très importantes, celles-ci lui auraient dit: Non, non, nous n'avons rien à avoir avec la crise en Ukraine, c'est une affaire européenne.

Malgré quelques progrès en Ukraine, les Etats-Unis et l'Union européenne continuent à appliquer les sanctions contre la Russie. Que pense la population russe de la politique des sanctions de l'Occident?

La réponse est simple. Premièrement, les résultats des sondages montrent que plus de 86% de la population en Russie, générations plus âgées et jeunes confondues, soutiennent la ligne du Président Poutine. Un observateur de la politique estimait que ces sanctions ont contribué davantage à la consolidation de la société que tout autre tentative précédente du gouvernement et d'autres structures étatiques dans l'histoire après l'Union soviétique. Deuxièmement, je pense que nous devons souligner que la diversité au sein de la société est très, très grande. Vous pouvez trouver des libéraux, des néo-libéraux, des communistes, des nationalistes. Malheureusement, vous pouvez même trouver des restes de néo-fascisme. J'ai honte de le dire, mais c'est vrai. D'un autre côté, la majorité de la population a voté pour la politique de Poutine. Ce n'est pas à cause de la propagande, car une grande partie de la population a toujours su ce qui se passait à l'époque dans l'Union soviétique et aujourd'hui aussi, elle sait ce qui se déroule derrière les murs du Kremlin.

Quelles conséquences ont les sanctions pour le peuple russe?

Il est clair que ces sanctions ont une énorme influence matérielle et émotionnelle sur la vie des gens. C'est ici que nous voyons la réaction de la majorité de la population russe. Nous avions essayé de faire partie de la famille européenne. Nous avons fait beaucoup d'efforts dans ce but. Nous n'avons jamais eu des intentions d'agression. Nous n'avons jamais blessé qui que ce soit. Comment le monde peut permettre que des représentants officiels de la Pologne, par exemple, fassent des remarques tellement insultantes au sujet de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en sachant que notre pays a perdu 27 millions d'hommes dans cette guerre? Pourquoi le monde n'a pas été bouleversé par cette tentative de blesser, et ce n'est qu'une tentative, de tourner le couteau dans la plaie? Je trouve cela abominable. Ces gens-là ne sont pas des incultes, ils sont éduqués, ils savent exactement ce qu'ils font. La question suivante se pose: pour qui le font-ils et à quel prix?

Quel rôle joue la Russie moderne, jouent les Russes dans le monde moderne? Y a-t-il des raisons de craindre la Russie à cause de ce rôle – on parle de «russophobie»? Quelle importance a le terme «monde russe»?

Dans le monde moderne, il n'y a que quatre pays qui ont un comportement global et qui peuvent penser globalement au niveau politique. Un de ces pays est la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, ce n'est plus un grand empire, mais d'un point de vue psychologique, ils pensent de manière globale. Et puis, évidemment, les Etats-Unis d'Amérique. Un empire global nouveau-né comme disait *Chomsky.* Et la Chine. Le quatrième pays est l'empire russe. La Russie moderne a hérité de ce sentiment, un territoire immense, une grande population, et ils pensent de manière globale. D'un point de vue d'adversaires, les Etats-Unis peuvent considérer la Russie comme cible principale, comme cible d'attaque. Pourquoi? A cause de son potentiel nucléaire et militaire. Parce que c'est historiquement prouvé et parce que la Russie donne des signaux de souveraineté et d'indépendance. Ce n'est pas seulement parce que *Snowden* s'est installé en Russie. Il ne trouvait pas d'endroit où aller, n'est-ce pas? C'était donc naturel pour notre gouvernement de dire qu'il avait le droit d'être protégé, du moment qu'il n'avait pas commis de crime comme assassiner quelqu'un, faire du trafic de drogues ou quelque chose de similaire. C'est le plus important des droits de l'homme.

Vous pourriez vous poser la question pourquoi la «russophobie» est tellement nécessaire pour le monde occidental moderne. Historiquement, ce n'était pas la

Suite page 6

Vladimir Ivanovitch Yakounine est né en 1948 à Melenki dans l'oblast de Vladimir en Russie. Il est directeur du département de politique étatique de la faculté de sciences politiques de l'Université d'Etat Lomonosov, docteur des sciences politiques, professeur invité à l'Ecole de commerce de Stockholm, docteur honoraire de l'Académie diplomatique du ministère russe des Affaires étrangères et membre de l'Académie russe des sciences sociales.

De 1985 à 1991, il a été d'abord second, puis premier secrétaire du représentant permanant de URSS auprès des Nations Unies. Depuis 2005, il préside la Compagnie des chemins de fer russes.

Il est fondateur, vice-président et président de divers comités de la fondation Saint-André Premier, l'une des plus anciennes fondations russes, sise depuis 2013 également à Genève. Vladimir Yakounine est président-fondateur du Forum mondial public «Dialogue des civilisations» et co-président de l'association «Dialogue franco-russe».

Il a obtenu de nombreuses distinctions honorifiques. Ce sont notamment l'ordre du Mérite de la République de Serbie pour l'organisation de l'aide humanitaire au Kosovo et Métochie, l'Ordre de Mérite de la République italienne en tant que Grand Officier, une décoration d'honneur pour les services rendus à la République d'Autriche et il est membre de la Légion d'honneur.

«Les pays européens confrontés à un choix: globalisation ou retour à la souveraineté»

ef. Le 6 mars le *Club suisse de la Presse* a tenu une discussion de panel consacrée au sujet du choix des pays européens, dans le contexte des défis posés par les procès actuels de la mondialisation. La manifestation était organisée par la *Fondation Saint-André Premier* avec le soutien de la *Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Russie/CEI,* le *Forum Suisse-Russie,* l'Université d'Etat Lomonosov de Moscou et le *Forum mondial public «Dialogue des civilisations».* Plus d'une centaine de spécialistes russes, suisses, autrichiens, allemands, grecs, français, belges, italiens, suédois, danois et anglais y ont participé. *Guy Mettan,* président du *Club suisse de la Presse* et président de la Croix-Rouge genevoise, a animé cette manifestation.

La première partie a traité le sujet «La politique de globalisation».

Etant donné les conséquences majoritairement néfastes de la mondialisation, les Etats individuels se voient aujourd'hui devant le choix de préserver leur souveraineté nationale et leur politique démocratique ou d'être impliqués dans un processus d'intégration internationale (mondialisation, WTO, TTIP, TiSA etc.) De nombreux participants à la discussion ont démontré les conséquences néfastes de la mondialisation dans tous les domaines sociétaux et notamment la perte de souveraineté qui s'ensuit.

La Suisse a été mise en évidence positivement car elle a – mieux que les autres pays européens – réussi à créer des mécanismes pour préserver sa souveraineté nationale étatique. Son système bancaire hautement développé a protégé la Suisse de dépendre entièrement du réseau de la Banque centrale américaine.

«Le système bancaire globalisé […] est devenu une entreprise totalement indépendante et basée sur le profit, dictant à d'autres éléments de l'économie comment se développer», a déclaré *Vladimir I. Yakounine,* fondateur et vice-président de la *Fondation Saint-André Premier,* lors de son discours d'ouverture. «Le processus de globalisation a comme conséquence qu'une partie de la souveraineté des Etats, y compris leur souveraineté économique, doit être transmise aux institutions supranationales», a-t-il précisé.

En toute franchise *Richard Werner,* professeur enseignant les services bancaires internationaux à la Business School de l'Université de Southampton, directeur du Centre pour le développement bancaire et financier et le développement durable ainsi que président du *Local First Community Interest,* a également présenté son point de vue concernant les conséquences économiques de la mondialisation. «Au cours des 40 dernières années, nous avons pu observer à quel point le FMI et les autres institutions bancaires influaient sur le développement de certaines économies nationales dans le monde entier concernant la privatisation, la libéralisation et la déréglulation. Le résultat n'a absolument pas été celui qu'on attendait. Les conséquences ont été les suivantes: manque de développement, inégalité et dépendance économique et politique des pays dans lesquels cette politique a été réalisée», a-t-il déclaré.

Le professeur *Hans Köchler,* président de l'*International Progress Organization,* a illustré sa critique de la mondialisation par son point de vue basé sur la philosophie du droit et sur le droit international. «Etant donné que la souveraineté des Etats est fondée sur les droits inaliénables du citoyen, le retour à la souveraineté exige impérativement le respect du droit à l'autodétermination et la re-démocratisation de la politique au niveau national et interétatique. […] Dans le cadre réglementaire européen, les structures et procédures supranationales ont sapé les prises de décision démocratiques non seulement au niveau national mais également au niveau interétatique.»

Les participants à cette rencontre étaient tous d'accord que le but commun des pays européens devait être le maintien et la protection ou la récupération de la souveraineté ainsi que la prévention des conflits. D'autres contributions ont souligné l'importance de ces échanges historiques entre les pays européens, notamment aussi avec la Suisse. Ces discussions pourraient former le fondement fructueux pour l'avenir et pour un développement pacifique durable.

De plus amples informations sur cette manifestation se trouvent sur *www.st-andrew-foundation.org.*

Il est urgent d'éclairer les esprits

Quatre livres concernant l'Ukraine, la Russie et l'Occident

par Karl Müller

Ce ne sont pas seulement quelques sites Internet et des petits éditeurs alternatifs mais également un certain nombre de maisons d'éditions qui se sont décidées de fournir des informations critiques complémentaires aux contributions usuelles des médias sur l'Ukraine, la Russie et l'Occident. Nous présentons brièvement quatre d'entre eux, en en conseillant la lecture, car il ne suffit pas de les recommander. Malheureusement, il n'y a pour le moment pas de traductions françaises sur le marché.

ISBN 978-3-40667525-6

Krone-Schmalz: comprendre la Russie

Ce livre, paru il y a quelques semaines, ayant rencontré un important écho, est le premier à recommander. «Comprendre la Russie. La lutte concernant l'Ukraine et l'arrogance de l'Ouest» est l'unique livre à avoir été publié par une maison d'édition allemande importante. L'auteure est *Gabriele Krone-Schmalz,* ancienne correspondante allemande bien connue, de la première chaîne de télévision allemande ARD. Actuellement, elle est professeure de TV et de journalisme et membre du comité directeur du *Dialogue de Saint-Pétersbourg.* Son nouveau livre occupe la deuxième place de la liste des meilleures ventes de la revue *Der Spiegel.*

Mme Krone-Schmalz, journaliste corps et âme, est sidérée par la façon dont les médias allemands informent sur la Russie. L'obligation de diligence et les principes de l'éthique journalistiques sont violés de manière fondamentale. Mme Krone-Schmalz le démontre par de nombreux exemples, pas seulement depuis la crise ukrainienne, et confirme ce que le Conseil consultatif de l'ARD lui-même, avait constaté en été 2014: «A la suite de ses observations, les reportages de la première chaîne de télévision concernant la crise en Ukraine donnaient l'impression, du moins partiellement, de parti pris s'orientant essentiellement contre la Russie et les prises de positions de ce pays. […] Des constats fondamentaux pour comprendre les tenants et les aboutissants du développement de cette crise n'apparaissaient pas dans les reportages ou n'étaient qu'à peine évoqués.»

Mais le livre «Comprendre la Russie» est beaucoup plus qu'un débat sur la façon des médias occidentaux de traiter le sujet. C'est même plus que les excellents conseils donnés à la fin du livre pour illustrer ce que pourrait être un véritable reportage. Le livre respecte son titre en tentant de faire comprendre la position russe au lecteur de langue allemande. Et réfléchir à une phrase comme celle tirée de l'avant-dernier chapitre, est vraiment judicieux: «Si l'on avait pris au sérieux à temps les intérêts russes et si l'on avait choisi une attitude coopérative plutôt qu'agressive, il n'y aurait pas eu de morts et de blessés, de personnes traumatisées, ruinées et en fuite.»

Dans les chapitres «L'Ukraine, la Russie et l'Occident» ainsi que «Le combat pour l'Ukraine», elle rappelle soigneusement les faits ayant mené le pays depuis 1991 à la situation actuelle.

Espoirs déçus – chances manquées

Les chapitres «Espoirs déçus – chances manquées» et «L'idée de la paix» sont particulièrement marquants. Mme Krone-Schmalz met en relief les réussites de la direction du pays au temps de l'Union soviétique dans la deuxième moitié des années 80 en précisant que «Ce fut une réussite particulière de mener l'Union soviétique à l'effondrement sans faire couler la moindre goutte de sang. Mais au lieu de soutenir ce processus, on renvoya cette partie du monde vers le néant.» La Russie n'obtint «aucune chance de repartir avec quelque succès et se trouva en butte aux feux croisés de la ‹communauté internationale› qui voulait à tout prix imposer ses règles à cette partie du monde.»

Mme Krone-Schmalz rappelle une fois de plus la confiance initiale de la Russie envers l'Occident, après 1991 et combien cette confiance fut bafouée, transformée en humiliation et pillage du pays, en lui refusant toute égalité politique et économique, réduisant ainsi la confiance à néant: «Les gens devaient affronter un capitalisme sauvage et non pas bénéficier de l'économie sociale de marché qui aurait permis un passage en douceur. […] La situation avait pris un caractère pervers du fait qu'on n'osait pas introduire des mesures de protection sociale en Russie, de crainte que l'Occident n'y voie une renaissance du socialisme ou du communisme et se retire entièrement.»

Poutine a cherché la collaboration avec l'Occident mais n'a pas été pris au sérieux

Lorsque *Vladimir Poutine* fut nommé président du pays, son objectif était de remettre le pays sur pied, et cela en collaboration avec l'Occident. Mais toutes ses propositions pour une collaboration plus intense et plus étroite furent ignorées: «Poutine fut un des premiers à parler d'un monde multipolaire et d'un ‹Espace commun de sécurité› de Vladivostok à Vancouver. Mais ni l'une ni l'autre de ces propositions ne fut retenue, ce qui lui aurait donné l'impression d'être entendu.» Finalement: «La longue série de refus occidentaux et d'ignorance parfaite des intérêts russes est comprise du côté russe de la manière suivante: l'OTAN bombarde la Yougoslavie, donc la Serbie, à la fin des années 90, bien que la Russie ait protesté là-contre au Conseil de sécurité; les Etats-Unis et la Grande-Bretagne lancent une offensive contre l'Irak en 2003 sur la base de preuves falsifiées; en 2011, l'Occident abuse d'une résolution de l'ONU destinée à la protection des populations, pour faire tomber *Kadhafi.* En Syrie, on soutient des bandes de rebelles peu crédibles en leur fournissant des armes pour se débarrasser du régime d'*Assad*. A chaque fois que le ‹coup d'Etat› sous l'intitulé ‹démocratisation› réussit, la Russie est éliminée de tous les anciens accords et le plus souvent les nations industrielles occidentales, notamment les Etats-Unis, s'approprient les affaires les plus lucratives.»

«C'est pourquoi il n'y a qu'une solution: la paix» – et qu'a fait l'OTAN?

Dans le chapitre «L'idée de la paix», l'auteure décrit de manière émouvante la mentalité de la population, telle qu'elle l'a connue à la fin des années 80 lors qu'elle travaillait en Russie. En premier lieu sa volonté de paix: «Sans la paix rien n'a de la valeur, exprima une étudiante en économie de 22 ans. […] Pour une retraitée de 64 ans seule comptait la volonté commune de paix de ‹notre *Michail Sergejevitch [Gorbatchev]* et le président des Etats-Unis›. Elle déclara: ‹La jeunesse ne peut pas s'imaginer ce que nous avons souffert pendant la guerre. J'ai été horriblement maltraitée, mais je m'en suis sortie. C'est pourquoi, il n'y a qu'une solution: la paix.›»

Peu après la fin de la guerre froide, il y a eu des tentatives d'aller à l'encontre des vœux de paix des populations, en concluant des accords. Mais ces derniers restèrent lettre morte du fait de la volonté d'étendre l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. «C'est ainsi que l'Occident se conduisit comme le vainqueur de la guerre froide, s'imaginant pouvoir ignorer les intérêts de la Russie.» Mme Krone-Schmalz cite d'un discours qu'elle a présenté en 1998: «Nous avons donc survécu avec peine à la guerre froide, sans toutefois nous en débarrasser, et voilà qu'on prépare

Suite page 7

«La Russie donne des signaux …»

suite de la page 5

Russie ou l'empire russe qui se sont battus contre l'Occident. L'histoire nous montre que c'était l'inverse. Ceux qui condamnent l'idée d'un monde russe le font parce qu'ils utilisent leur propre façon de penser impérialiste pour l'interprétation de la Russie moderne et évitent ainsi de faire face à la vérité. La vérité est: il est normal que des personnes d'une certaine ville, d'un certain village, communiquent avec les personnes de l'autre ville et se soutiennent mutuellement s'ils en ont la possibilité. Des Grecs qui vivent à New York ont par exemple leur communauté à New York. Tous ces gens vivent un peu dans deux mondes. Donc, si nous utilisons le terme «monde russe», nous voulons parler des gens qui ont peut-être émigré de Russie pendant la révolution. Ou des gens qui ont quitté la Russie plus tard mais aiment quand-même leur patrie et sa culture et aimeraient préserver cette culture et la présenter à une autre culture. Cela correspond tout à fait à la signification du mot «dialogue» ce qui veut dire que des cultures et des nations différents s'échangent. Et nous y tenons. Cela ne veut pas dire qu'on impose à l'Occident des idées particulières de manière agressive. Il s'agit plutôt d'encourager et préserver la culture riche de la langue russe et la diversité de la culture russe. Voilà la signification de «monde russe».

Dans votre discours de 2014 lors du congrès berlinois «Amitié avec la Russie», vous avez parlé de la crise d'identité de l'Occident et la crise d'identité russe. Qu'est-ce que vous entendez par là?

Peut-être que, dans un avenir lointain, tous les êtres humains de la terre feront uniquement partie de la population de la terre. Ils ne seront pas Allemands, Autrichiens, Suisses, Russes etc. Mais le monde multiculturel des Suisses, des Allemands, des Russes etc. offre une telle diversité de possibilités et représente la valeur de ce monde. On veut nous faire croire que nous devrions oublier que nous sommes Allemands, Russes, Anglais, Américains pour être sur la même ligne que le «mainstream». Et ce «mainstream» qui porte le nom de la mondialisation ne veut pas dire créer un être humain avec les meilleures caractéristiques humaines et respectables possibles.

Vue sur la Volga gelée près de Nijni Novgorod. (photo H/K)

Vous avez entendu qu'il s'agit là d'une américanisation du monde. Et la nation américaine est une nation spéciale. Les hommes qui sont partis en Amérique ont laissé leur histoire derrière eux. L'histoire de leurs pays. Ils ont émigré et ont coupé tous les ponts avec leur pays d'origine. Cette mentalité peut expliquer quelques particularités de la politique américaine. Ils n'ont rien gardé du passé, ils n'apprécient rien du passé. Ce n'est pas ainsi pour les nations historiques. Il n'y a pas de comparaison possible. Dans l'histoire, il y avait du bon et du mauvais. La vie est ainsi faite. Chacun de nous peut avoir honte de quelque chose qu'il a fait dans le passé. Mais c'est aussi la partie de la vie qui façonne une personne. En parlant de la perte de l'identité, je voulais dire que la suppression agressive de l'humanité dans la nature humaine signifie que nous perdons l'identité de l'être humain.

Qui plus est, le culte de la consommation crée une espèce humaine totalement nouvelle. La personne qui n'est que consommateur ne consomme que pour consommer, elle veut posséder pour posséder, uniquement pour assouvir ses désirs. Il va sans dire que cela se fait sans aucune responsabilité envers autrui. Pendant l'époque de la Révolution française, il y avait un cas célèbre, qui constitue à mon avis une bonne description de la liberté d'une personne, de la liberté individuelle de la personne. Le juge statuait que la liberté personnelle s'arrêtait au nez de l'autre personne. Et c'est vrai.

Comment voyez-vous l'importance de la Suisse neutre pour la Russie?

Je n'ai pas le temps de parler dans le détail du sujet important de l'histoire de la Suisse moderne. Pendant deux guerres, la Suisse a évité de participer aux destructions de la guerre. Pendant toute l'histoire suisse, il y avait la structure fédérale de l'Etat avec quatre langues équivalentes. Personne n'est offensé par le fait qu'il serait peut-être mieux de parler le français s'il se rend à Lausanne. Je suppose que la Suisse peut être un bon exemple et je peux ajouter que la Russie est également un pays multinational. Aucun de nos petits peuples n'a perdu son existence et ils n'ont pas été éliminés, ils n'ont pas été opprimés. Quelques langues ont même pu devenir des langues écrites après avoir existé uniquement en chansons et poèmes. Et c'est vrai. Il y a donc beaucoup de choses qui sont similaires entre la Suisse et la Russie et je propose que nos sociétés doivent coopérer plus étroitement pour montrer des exemples comment des êtres humains, de différentes cultures et groupes ethniques, peuvent vivre ensemble.

Monsieur le Professeur, je vous remercie pour cet entretien. •

(Interview réalisée par Eva-Maria Föllmer-Müller)

«Il est urgent d'éclairer les esprits»
suite de la page 6

déjà une nouvelle mouture, avec des frontières légèrement modifiées. Tout en comprenant parfaitement le désir de sécurité des Polonais, mais aussi des Lituaniens, et d'autres – c'est un très mauvais signal que de vouloir intégrer ces pays dans l'OTAN. Rien que d'en parler a déjà causé un tort incommensurable.»

Mme Krone-Schmalz rappelle aussi le «péché originel»: «La guerre du Kosovo a eu une importance énorme en ce qui concerne la relation de la Russie avec l'Occident. La Russie a dû vivre le fait que le Conseil de sécurité de l'ONU a été totalement ignoré et que personne ne s'en est ému dans la communauté des Etats occidentaux.» En ce qui concerne la guerre en Géorgie de 2008, l'auteure fait appel à une citation personnelle: «En tant qu'observateur politique, on ne peut s'étonner qu'il y ait eu une guerre en Géorgie, mais en raison du fait que la Russie ait toléré si longtemps les provocations et les humiliations occidentales sans réagir.»

«Comprendre la Russie» est destiné avant tout au public allemand. Dans le texte de la jaquette, on peut lire que «Les ressentiments antirusses ont une longue tradition en Allemagne et ont été renforcés par deux guerres mondiales. On le remarque aussi dans la crise ukrainienne. En fait, il ne s'agit pas seulement de la relation entre la Russie, l'Occident et l'Ukraine, comme le prétend la presse, mais de l'histoire depuis la fin de la guerre froide. Il est de toute première importance pour l'UE d'avoir la Russie comme partenaire. Dans la mesure où on s'en passerait, l'Europe risque d'être écrasée dans les conflits de pouvoir opposant les grandes puissances futures.»

ISBN 978-3-86445-156-0

Engdahl: Guerre en Ukraine

Le titre du deuxième livre est «Guerre en Ukraine. La chronique d'une catastrophe planifiée». Il est paru en novembre 2014, rédigé par *F. William Engdahl*, un Américain vivant en Allemagne ayant écrit de nombreux livres. Deux de ses livres ont paru en français: «Pétrole, une guerre d'un siècle: l'ordre mondial anglo-américain» (2007) et «OGM semences de destruction: l'arme de la faim» (2008). On trouve également une série de ses textes sur le site Internet *www.williamengdahl.com*. Son nouveau livre n'a pas été écrit d'un trait, mais comporte une collection d'articles de l'auteur, écrits entre le 1er octobre 2013 et le 11 septembre 2014. Les titres décrivant bien les contenus sont par exemple:

- L'Ukraine se sabote elle-même par l'accord de libre-échange avec l'UE (1/10/13)
- Les protestations en Ukraine sont-elles une répétition de la révolution colorée américaine? (10/12/13)
- Ingérence effrontée du ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis dans les affrontements en Ukraine (20/1/14)
- Les Etats-Unis renforcent leurs folles installations de missiles contre la Russie (19/2/14)
- Violation de l'Ukraine: la phase 2 débute (2/3/14)
- Il est prouvé que l'OTAN engage des tireurs d'élite du groupe *Bandera* (9/3/14)
- L'Ukraine nomme comme gouverneurs et ministres des criminels et des oligarques (11/3/14)

A noter que ces analyses ont toutes été publiées avant le référendum lancé sur la presqu'île de la Crimée – il ne s'agit pas de justification après coup.

Les articles suivants approfondissent les informations:

- L'engagement de francs-tireurs (snipers) est une stratégie courante dans les changements de régimes politiques fomentés par l'OTAN (24/3/14)
- Le nouveau gouvernement ukrainien engage des mercenaires américains, pour permettre de contrôler l'Ukraine orientale (31/3/14)

ou encore

- Le coup d'Etat en Ukraine rapproche la Russie de la Chine (5/6/14)
- La Russie et la Chine en marche pour se débarrasser du système du dollar (10/6/14)

ou bien

- Les néonazis du *Secteur droit* ukrainien répandent «officiellement» la terreur dans l'Est du pays (11/6/14)
- La nouvelle stratégie de Washington: l'exportation des guerres (12/6/14)

ou encore

- L'UE et le FMI pillent l'agriculture ukrainienne (9/8/14)

Aspects géostratégiques

Les textes de *F. William Engdahl* ne sont pas de purs commentaires politiques, mais sont toujours fondés sur des sources précises. Comme beaucoup d'autres, *Engdahl* rappelle aussi le point de départ géostratégique de ce qui s'est déroulé – à cause de la Russie – pratiquement depuis 1991 (et même avant la fin de l'Union soviétique) dans et avec l'Ukraine. Ce que l'ancien conseiller de sécurité du président américain *Zbigniev Brzezinski* avait décrit sans ambages dans son livre «Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde» (paru en anglais et en français en 1997) dans l'esprit de la suprématie incontestée des Etats-Unis, paradigme prédominant à l'époque: «L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'Etat russe. Par ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasien devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie» (p. 74)

ISBN 978-3-9816963-0-1

Thoden et Schiffer: l'Ukraine dans le collimateur

Un troisième livre mérite d'être recommandé dans ces colonnes, édité par *Ronald Thoden*, propriétaire de la maison d'éditions «Selbrund-Verlag» et *Sabine Schiffer*, directrice de l'«Institut für Medienverantwortung» [Institut pour la responsabilité médiatique]. S'agissant d'un recueil de contributions de divers auteurs, le livre est intitulé «Ukraine im Visier. Russlands Nachbar als Zielscheibe geostrategischer Interessen» [L'Ukraine dans le collimateur. Le voisin de la Russie, cible d'intérêts géostratégiques]. Dans ce livre, paru fin 2014, on trouve plusieurs bonnes contributions pour mieux comprendre ce qui se passe en Ukraine et aux alentours et pour mieux analyser, d'un œil critique, les informations médiatiques qui nous sont régulièrement présentées. Notamment les quatre contributions à la fin du recueil, rédigées dans une attitude critique envers les médias, prouvent le manque de sérieux des informations venant de nos médias occidentaux et fournissent de précieuses indications pour pouvoir approfondir le sujet.

Dans la première partie du recueil, *Reinhard Lauterbach* rappelle l'histoire du nationalisme ukrainien qui n'a pas rechigné de s'allier au national-socialisme allemand et dont les forces directrices ont été, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des «alliés» bien accueillis des services secrets américains.

Hannes Hofbauer y figure avec deux contributions. La première, consacrée à la «Révolution orange» de 2004, décrit en détail les forces issues des Etats-Unis ayant dirigé ce premier coup d'Etat. Quant à la deuxième contribution, elle contient pour la plupart des lecteurs et lectrices de langue allemande de nouvelles informations sur la pauvreté et les disparités sociales prévalant en Ukraine. *Hannes Hofbauer* y démontre que l'Ukraine, après 1991, devint un des Etats économiquement les plus faibles de tous les Etats issus des anciennes républiques soviétiques européennes et que le programme du FMI ne fit qu'empirer la situation. Il illustre la folie qu'a représenté le fait d'exiger du pays à devoir se décider entre l'UE et la Russie et ce qui attend les Ukrainiens suite à l'acceptation par «leur» gouvernement des conditions du FMI en échange des crédits concédés. Selon l'auteur, le gouvernement intérimaire a déclaré au printemps 2014 dans une lettre au FMI, «vouloir laisser saigner la population en échange du crédit de 17 milliards de dollars», dont il avait un urgent besoin. Et l'auteur de continuer: «En même temps, on promet, au plus haut niveau, de tout faire pour que les salaires n'augmentent pas au cours des 12 mois à venir. Le salaire minimum, correspondant à 74 euros au printemps 2014, et les salaires fixés par les contrats tarifaires, gelés au niveau du 1er janvier 2014, garantissent un tiers de la totalité des économies budgétaires planifiées. La coalition gouvernementale veut se procurer 25% supplémentaires par la ‹rationalisation des dépenses sociales›. Au niveau des revenus, les nouveaux dirigeants à Kiev ont promis au FMI d'abandonner la subvention du prix du gaz pour les consommateurs et de l'augmenter de 56% à partir du 1er mai 2014, ce qui a été accompli à terme. A partir du 1er mai 2015, le prix du gaz augmentera encore une fois de 40%.»

La théorie du «Heartland» de Mackinder toujours en cours?

Kurt Gritsch rappelle les conséquences fatales de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est et le lien entre la confrontation croissante de l'OTAN avec la Russie. Il illustre ses analyses par une carte montrant les nombreuses bases militaires américaines entourant la Russie, en la commentant ironiquement dans la légende: «Russia wants war. Look how close they put their country to our military bases» [«La Russie veut la guerre. Regardez à quel point ils ont rapproché leurs frontières de nos bases militaires!»]

La contribution de *Jochen Scholz* est excellente. Il explique les événements touchant l'Ukraine en relation avec un siècle de géostratégie anglo-américaine, tout en complétant ses explications par des réflexions historiques et politiques au niveau mondial. Il parle des aspirations hégémoniques des forces maritimes anglo-américaines, basées sur une théorie formulée par *Halford John Mackinder* au début du XXe siècle étant toujours actuelle. Celle-ci prône que pour accéder à l'hégémonie mondiale, il est nécessaire de dominer le continent eurasien en y empêchant par tous les moyens le développement de liens étroits, par exemple, entre l'Allemagne et la Russie (cf. encadré).

Le rapport que l'auteur établit avec le TTIP est également intéressant: «L'accord de libre-échange entre l'EU et les Etats-

Suite page 8

La théorie du Heartland de Mackinder

Pendant des siècles, l'Angleterre avait mené sur le continent européen une politique connue comme l'«équilibre des pouvoirs» («Balance of Power»). Elle avait pour objectif de limiter à chaque fois le pouvoir du plus fort du moment ou de l'alliance la plus forte par des alliances avec le second pouvoir de manière à ce qu'aucun Etat sur le continent ne puisse conquérir la prédominance. Par la création de l'Empire allemand et la montée rapide de l'Allemagne impériale alliée avec les Habsbourg pour devenir une grande puissance scientifique et économique, au milieu du XIXe siècle, la situation sur le continent avait changé qualitativement du point de vue des Anglais. La puissance mondiale jusque-là incontestée et maîtresse de toutes les mers du monde dut réaliser que sa domination pouvait être défiée. Halford Mackinder, géographe anglais, politicien, co-initiateur de la London School of Economics, plus tard fondateur du Royal Institute of International Affairs («Chatham House») et conseiller important de la délégation anglaise lors de la Conférence de paix de Paris (1919–1920), a répondu à cette situation par le texte stratégique intitulé «The Geographical Pivot of History» [Le pivot géographique de l'histoire], publié pour la première fois en 1904 dans le «Geographical Journal» à Londres. Dans son livre paru lors de la Conférence de Paris «Democratic Ideals and Reality», il approfondit les réflexions géopolitiques de cet essai qui furent nommée la «théorie du Heartland». […] Mackinder lui-même, a résumé sa théorie en trois courtes phrases:

- «Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle l'Heartland [Pivot Area];
- Qui contrôle l'Heartland contrôle l'Ile Monde [Eurasie];
- Qui contrôle l'Ile Monde contrôle le Monde.»

Dans sa théorie, il partit de l'idée que les terres eurasiennes et africaines avaient la plus grande partie des populations du monde et bénéficiaient des plus grandes réserves de matières premières.

Extrait de: Jochen Scholz: Worum es geht. Die Ukraine-Krise und die geopolitische Konstante auf dem eurasischen Kontinent; in: Ronald Thoden, Sabine Schiffer (Ed.): Ukraine im Visier. Russlands Nachbar als Zielscheibe geostrategischer Interessen, 2014, pp. 89–107

(Infographie mad)

«Il est urgent d'éclairer les esprits»
suite de la page 7

Unis (TTIP), négocié actuellement, sert en premier lieu à couper court aux tendances centrifuges dans l'alliance actuelle, à rattacher plus étroitement l'Allemagne et l'UE aux Etats-Unis, à empêcher la formation d'espace économique commun s'étendant de Lisbonne à Vladivostok et à instrumentaliser l'UE pour les intérêts nationaux des Etats-Unis.»

La déclaration commune des présidents de la France, de l'Ukraine, de la Russie ainsi que de la chancelière allemande du 12 février 2015 à l'occasion de Minsk II a précisément porté sur ce point en affirmant la «vision d'un espace humanitaire et économique commun allant de l'Atlantique au Pacifique». *Jochen Scholz* a rédigé sa contribution avant Minsk II. En la lisant, on comprend cependant mieux pourquoi certaines personnes aux Etats-Unis ne veulent pas que les décisions de Minsk II soient mises en vigueur en faisant tout leur possible pour que le conflit continue à dégénérer – par exemple suite à des livraisons d'armes à l'armée ukrainienne – et que l'entente entre la Russie et le reste de l'Europe soit rendue impossible.

ISBN 978-3-86489-080-2

Liens entre le TTIP et l'Ukraine

Les points auxquels *Jochen Scholz* a fait allusion dans sa contribution sont expliqués de manière exhaustive dans le quatrième livre recommandé. Il est intitulé «Wir sind die Guten. Ansichten eines Putinverstehers oder wie uns die Medien manipulieren» [Nous sommes les bons. Points de vue d'une personne comprenant Poutine ou comment les médias nous manipulent] et a été rédigé par les deux journalistes *Mathias Bröckers* et *Paul Schreyer.* Ce livre, paru en première édition début septembre 2014, cite entre autres des extraits du discours de *Victoria Nuland*, secrétaire d'Etat assistant pour l'Europe et l'Eurasie, qu'elle a tenu en novembre 2013 devant une commission du sénat américain sur la politique ukrainienne du gouvernement. Dans ce discours, elle ne fait pas seulement état des 5 milliards de dollars dépensés depuis 1991 pour imposer «la transition de l'Ukraine vers la démocratie et l'économie de marché». A la même occasion, elle a présenté son jugement concernant «les partenariats orientaux» de l'UE. On n'a qu'à traduire de façon réaliste ses multiples euphémismes: «Quant aux partenariat oriental, il s'agit finalement de beaucoup plus qu'uniquement d'un rapport intensifié entre l'UE et les divers pays d'Europe de l'Est et du Caucase. C'est également un pas en direction d'une vision à long terme d'un espace économique interconnecté s'étendant de Lisbonne à Donetsk, animé par des réformes axées sur le marché, par une prospérité croissante et une démocratie consolidée. C'est dans ce but que l'UE et les Etats-Unis négocient le Traité de libre-échange transatlantique (TTIP/TAFTA) qui promet croissance, investissements et emplois des deux côtés de l'Atlantique ainsi qu'un système commercial global, fondé sur des règlementations et des normes élevées. Cette large vision de l'espace économique interconnecté en Europe

Moscou. Vue sur le Kremlin. (photo caro)

devient de plus en plus réel et attractif, pouvant en fin de compte non seulement comprendre l'Europe mais la totalité de l'espace transatlantique. Nous croyons, de commun accord avec l'UE, que les investissements faits en faveur du partenariat oriental sont, à long terme, dans l'intérêt de tout un chacun.» Le commentaire offert dans le livre est le suivant: «C'était donc cela, tous les grands liens, le but glorifié, la vision globale – et en même temps la réfutation de toute forme de multilatéralisme. Dorénavant, il n'y aura donc plus qu'un seul système au monde, non pas plusieurs, pouvant même être équivalents. Dans la langue militaire, on appelle cela ‹Full Spectrum Dominance›, et en économie ‹Integrated Global Trading Regime›. En fin de compte, il s'agit de s'arroger un pouvoir totalitaire faisant mine de promouvoir la prospérité et la démocratie ‹dans l'intérêt à long terme de tout un chacun›».

D'ailleurs *Zbigniev Brezinski* a déjà revendiqué dans son livre «Le Grand Echiquier», un espace de libre-échange transatlantique, conçu par les Etats-Unis comme un élément de leur «géostratégie pour l'Eurasie»: «Un accord de libre-échange transatlantique, préconisé déjà par un certain nombre d'hommes d'Etat éminents de l'Alliance atlantique, pourrait […] réduire le risque de rivalités croissantes entre une UE plus unifiée et les Etats-Unis».

Avec l'analyse de *Jochen Scholz* et son allusion à la théorie du «Heartland» de *Mackinder*, on comprend mieux ce que *George Friedman*, directeur du service secret américain privé *Stratfor*, a dit début février 2015 à Chicago et ce qui a été rendu public en Allemagne début mars *(www.nachdenkseiten.de/?p=25398* et *www.nachdenkseiten.de/?p=25405)*: au cours du XX^{e} siècle, les Etats-Unis voulaient empêcher sur le continent eurasien tout lien entre la Russie et l'Allemagne. Après la fin de la guerre froide, il s'agissait d'établir une «ligne» s'étendant de la mer Baltique à la mer Noire pour endiguer la Russie et déranger ses rapports avec l'Allemagne, une sorte de nouveau «Rideau de fer». *Willy Wimmer*, ancien secrétaire d'Etat au Ministère allemand de la Défense et vice-président de la Réunion parlementaire de l'OSCE, était des 2000 au courant de ces plans, suite à sa participation à une conférence du Secrétariat d'Etat américain à Bratislava (Slovénie). En 2001, il rendit public ces plans.

Bröckers et Schreyer: Liens entre la politique globale et le conflit ukrainien

Le livre de Mathias Bröckers et Paul Schreyer est une vraie trouvaille pour tous ceux qui veulent comprendre le conflit ukrainien et ses liens avec la politique globale. Le point de départ est un court aperçu de l'histoire de l'Ukraine. Il devient clair à quel point les services secrets américains sont déjà actifs spécialement en Ukraine depuis plusieurs décennies, à quel point cet Etat est fragile depuis sa fondation en 1991. En effet, jusqu'à présent, les Ukrainiens ne forment pas vraiment une nation en raison de la diversité de leurs groupes ethniques et de leur histoire, tout en souhaitant cependant former un Etat ayant son propre peuple.

Cette construction fragile se trouve au centre d'une confrontation de politique globale, et le livre de Bröckers et Schreyer se concentre dans ses analyses principalement sur le rôle de l'Occident dans cette confrontation, les forces en arrière-plan – notamment l'*Atlantic Council* – et le rôle des médias occidentaux.

Pour la fin de l'hégémonie américaine

Deux derniers chapitres excellents finalisent cet ouvrage. Dans l'avant-dernier chapitre, les deux auteurs traitent la question de savoir si les Etats-Unis, avec leur exigence de diriger un monde unipolaire, arrivent à s'imposer ou si l'idée d'un monde multipolaire peut se réaliser. Ils écrivent concernant l'Ukraine: «Une Ukraine non-alignée et neutre, réunissant ses diverses régions sous un toit fédéral d'Etats fédéraux et formant un pont entre l'Est et l'Ouest, l'UE et la Russie, l'Atlantique et l'Eurasie, serait non seulement pour le pays même, mais pour tous ses ‹voisins› de Lisbonne à Vladivostok le développement idéal.» Et dans le dernier chapitre, se terminant par un plaidoyer pour une nouvelle politique de détente, on lit: «Ne serait-il pas enfin grand temps, entre amis, de s'opposer à une politique [des Etats-Unis], voulant imposer par la force ce système [d'hégémonie] au monde entier et ne rechignant pas de déclencher à nouveau la guerre en Europe pour atteindre son objectif de ‹Full Spectrum Dominance›? Ne serait-il pas temps de mettre au banc d'essai la géopolitique anglo-américaine menée depuis un siècle et visant à empêcher par tous les moyens le développement d'un ‹Heartland› eurasiatique? ‹Old Europe› – telle que *Donald Rumsfeld* qualifiait, de manière méprisante, les Etats fondateurs de l'UE lors de leur refus de participer de plein cœur à la campagne impériale américaine contre l'Irak –, l'Allemagne et ses voisins directs ne devraient-ils pas constater lors d'un tel examen que cette politique anglo-américaine était contraire à leurs propres intérêts principaux en tant que nations européennes? Ne devraient-ils pas avoir un intérêt vital pour le commerce, le développement et la coexistence pacifique avec leurs voisins continentaux en Russie et en Chine? Des accords à long terme concernant des matières premières de Russie et des trains à grande vitesse de la Chine jusqu'à Duisburg ne seraient-ils pas beaucoup plus importants pour l'avenir que des négociations secrètes sur le TTIP concernant le commerce transatlantique de ‹Junk Food›?»

Le livre «Nous sommes les bons» se trouve depuis plusieurs semaines sur la liste de best-seller du *Spiegel.* Ce qui prouve le grand intérêt des citoyens pour d'autres informations que celles transmises par les grands médias. Dans sa conférence mentionnée, George Friedman s'est concentré sur l'Allemagne. Selon Friedman, ce pays est «peu sûr», du moins du point de vue des Etats-Unis, on ne peut pas lui faire confiance et sa décision et son chemin futur sont actuellement encore inconnus. C'est le point de vue américain. Le grand intérêt des lecteurs pour le livre «Nous sommes les bons» montre qu'il y a en Allemagne – mais pas seulement là – de nombreuses personnes ne voulant pas suivre plus longtemps la politique américaine et n'étant pas disposées à se laisser entraîner dans une aventure militaire contre la Russie. Car Friedman a également dit la chose suivante: le meilleur moyen pour la sauvegarde du pouvoir américain est de pousser les ennemis potentiels dans une guerre de l'un contre l'autre pour les affaiblir de manière qu'ils ne présentent plus de danger pour les exigences de domination des Etats-Unis.

Quand l'Occident commencera-t-il à estimer la Russie?

On a encore l'impression que trop de médias et de politiciens germanophones ignorent toutes ces réflexions. Des thèses, des arguments, des explications et des exemples comme dans les quatre livres présentés sont encore évincés avec beaucoup de polémique. Pourquoi?

Dans une contribution de début mars 2015 (*http://journal-neo.org/2015/03/09/russia-s-remarkable-renaissance-2/*), F. William Engdahl a parlé de ses voyages en Russie et de ce qu'il y a appris lors de conversations avec de jeunes Russes. Il se souvient du «traumatisme collectif» que beaucoup de Russes ont vécu après 1990, et compare l'atmosphère de cette époque-là à la situation actuelle. La situation initiale: «Aujourd'hui […], la Russie se voit à nouveau confronté à un Occident et une OTAN hostiles voulant non seulement humilier la Russie, mais la détruire en tant qu'Etat, parce qu'elle est capable de déranger les plans de l'Occident non seulement concernant les guerres en Ukraine, en Syrie, en Libye et en Irak, mais également en Afghanistan, en Afrique et en Amérique latine.» Mais aujourd'hui, il n'a rencontré en Russie «dans de nombreuses discussions avec de très diverses connaissances russes plus aucune atmosphère dépressive, mais des sentiments de fierté et de détermination et la renaissance d'une confiance en soi longuement ensevelie.» A l'aide de nombreux exemples, Engdahl démontre comment et en quoi cette nouvelle confiance en soi, la nouvelle qualité de la politique russe et la prise de distance envers l'Occident s'expriment. Puis, il conclut: «L'aspect le plus prometteur de la Renaissance russe est pour moi la génération actuelle des jeunes gens entre 37 et 49; ils sont hautement intelligents et ont fait leurs expériences non seulement avec la bureaucratie soviétique-communiste, mais également avec le monde creux du ‹capitalisme du marché libre› dirigé par les Etats-Unis.» Et Engdahl d'énumérer les valeurs importantes pour la Russie et ces jeunes personnes: un niveau de qualité élevé de la recherche et de l'enseignement dans les Hautes Ecoles du pays, une formation classique dans l'esprit de *Wilhelm von Humboldt,* une conscience historique et culturelle. Et finalement, il écrit: «Dans cette génération de jeunes Russes, je sens battre le cœur de la renaissance de la Russie, son esprit de pionnier me donne espoir pour l'avenir.»

On souhaite que les responsables chez nous et en Occident prennent en considération et estiment ces faits et ces développements. S'occuper sérieusement de ce que des personnalités comme F. William Engdahl, les auteurs des publications éditées par Sabine Schiffer et Ronald Thoden, Mathias Bröckers, Paul Schreyer et Gabrielle Krone-Schmalz et d'autres n'ayant pas pu être pris en considération ici ont écrit et nous ont mis à disposition. Tous les peuples de l'Europe ont un intérêt que le conflit avec la Russie soit désamorcé et que des signes de détente soient envoyés.

Le lynchage médiatique quotidien de la Russie et de la politique de son président élu est en contradiction avec l'esprit et la lettre de la Charte des Nations Unies. Il viole les principes de la vie sociale et de la nature sociale humaine et est contraire à l'importance de ces principes pour le vivre-ensemble des peuples et des Etats. Il est l'expression du contentement de soi occidental, d'un orgueil dangereux et d'un refus de dialogue dans les faits. Il est indigne, et si on lui est livré sans protection, on peut réellement en tomber malade. L'objectif du lynchage médiatique est d'empêcher toutes réflexions sérieuses par la déformation des faits, un langage perfide et des mensonges éhontés, ce qui va à l'encontre de tout comportement sain et humain. Il surpasse de loin le langage de la guerre froide et il est dans sa méchanceté, son étroitesse d'esprit et dans son cynisme une attaque contre les acquis des êtres humains et de la culture. Ce lynchage médiatique doit prendre fin. •

«Une civilisation qui renonce à ses propres idéaux moraux perd de sa force spirituelle»

Importante conférence aux Nations Unies à Genève sur les effets dévastateurs de la persécution des chrétiens au Proche-Orient et en Ukraine

par Thomas Kaiser

Evènement haut de gamme à Genève dans le cadre de la Session de printemps du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Sur le podium, rien de moins que le ministre des Affaires étrangères russe Sergei Lavrov, son homologue libanais Gebran Bassil et le ministre des Affaires étrangères arménien, Edouard Nalbandian et, entre autres hauts personnages, les dignitaires spirituels de l'église orthodoxe ainsi que d'autres personnalités engagées. John Laughland dirigeait la réunion et dès l'ouverture il a tenu à souligner l'objectif de cette manifestation, l'inscription de la persécution des chrétiens à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

(photo thk)

La première intervention a été celle du ministre des Affaires étrangères russe, *Sergei Lavrov* qui a parlé de la situation des chrétiens au Proche-Orient, ainsi que par extension sur celle des chrétiens en Ukraine. Dans son discours, il a traité de la situation dévastatrice au Proche-Orient. «Depuis le début du printemps arabe, la Russie a lancé des avertissements de ne pas abandonner les changements dans la région au contrôle de l'extrémisme religieux.» Selon le ministre des Affaires étrangères russe, «cette région a été touchée par une vague d'extrémisme, qui a exacerbé les conflits interconfessionnels et interculturels. L'activité normale et même l'existence de plusieurs communautés religieuses sont menacées.» La situation serait particulièrement dramatique en Syrie, car «dans ce pays, on trouvait le modèle exceptionnel d'une coexistence pacifique, dans le respect mutuel des différentes communautés religieuses. Par l'échec des mesures visant à prévenir l'action des forces extrémistes – on a essayé de les utiliser dans la lutte contre le régime de *Bachar el-Assad* – cette constellation pacifique a été détruite.»

Avec l'apparition du Califat en Syrie et en Irak, des douzaines d'églises ont été détruites et un véritable exode a commencé. Dans une ville comme Mossoul, dans laquelle des chrétiens vivaient depuis des siècles, ils ont été tués ou réduits à l'esclavage. Ce qui se passe par rapport à l'EI en Syrie et en Irak, doit être regardé comme un génocide, au sens où l'entend la convention de 1948. Il faut mettre fin de toute urgence aux persécutions contre les chrétiens, ainsi qu'à toutes les persécutions contre quelque religion que ce soit. En outre, l'extermination des chrétiens a des effets négatifs sur la société arabe. Les racines historiques sont extrêmement importantes pour l'humanité. «Notre tâche commune est la focalisation des efforts dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Des pas importants dans cette direction ont été entrepris à la suite de l'adoption des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, dont les résolutions 2170 et 2199. Cependant, il est décisif de montrer notre capacité commune à bloquer tous les canaux de soutien aux terroristes, dont ‹l'Etat islamique›, Djabhat al-Nusra entre autres, ce à quoi doivent s'employer les mécanismes créés au Conseil de sécurité.» Nous devons tout mettre en œuvre «pour que prenne fin la persécution des chrétiens», mais aussi celle dirigée contre les autres religions. Il faut empêché d'urgence «l'influence exercée par le Djihad sur le cœur et l'esprit des jeunes gens. Nous encourageons l'initiative des chefs des communautés chrétiennes et musulmanes de former un front uni contre l'influence grandissante de l'extrémisme et de promouvoir les plus hautes valeurs de respect et de défense des religions. Une autre leçon tirée des événements tragiques du Proche-Orient consiste dans le refus de la tentation de prendre en otage les destinées des populations, assujetties à des ambitions géopolitiques qui s'immiscent par une grossière intervention dans les affaires intérieures des Etats souverains.»

Sergei Lavrov a déploré que les chrétiens soient poursuivis non seulement au Proche-Orient, mais que dans le conflit ukrainien aussi les églises orthodoxes et les couvents soient détruits et que des prêtres orthodoxes aient dû s'enfuir. Des extrémistes nationalistes ont commencé à semer la haine religieuse. Il a condamné les destructions agressives d'églises et de symboles chrétiens. Trois prêtres orthodoxes ont été tués et de nombreux croyants se sont réfugiés en Russie pour échapper à la menace des extrémistes. Le fait que des chrétiens ne professent plus leur foi signifie pour Lavrov une perte de nos valeurs culturelles. Un sécularisme agressif s'installe avec comme conséquence l'éviction des valeurs chrétiennes et des principes moraux. Cela détériore l'identité culturelle et nationale. Le vandalisme croissant se manifeste par les destructions d'églises, de temples, de lieux saints, de cimetières et de symboles religieux. Il devient ainsi de plus en plus difficile pour les croyants de vivre selon leurs convictions. On doit en prendre conscience «les leçons à tirer de l'histoire montrent que la civilisation qui renonce à de propres idéaux moraux, perd sa force spirituelle».

Si cette année on célèbre le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle ont été tués des millions de personnes de diverses religions et de toutes nationalités, on doit prendre en conscience. Le fait de défendre ses propres valeurs est extrêmement important. «Nous saluons l'activité de l'OSCE, où ont déjà eu lieu des conférences sur le rejet de l'islamophobie et de l'antisémitisme et où une autre conférence est en préparation sur la haine contre le christianisme. Nous appelons les Nations Unies, l'UNESCO, le Conseil de l'Europe ainsi que le Forum public mondial «Dialogue des civilisations» à consacrer toute leur attention à ce sujet. Nous sommes convaincus que le Conseil des droits de l'homme doit lui-aussi apporter sa contribution.»

Le ministre des Affaires étrangères libanais *Gebran Bassil* a commencé son intervention sur une citation du pape *Jean-Paul II:* «Le Liban n'est pas seulement un Etat, c'est aussi un message.» Comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères, le Liban porte en lui un idéal de tolérance et de coexistence pacifique et il est fier de pouvoir représenter ces valeurs aux yeux du monde. Le Liban est à la croisée des chemins, soit il se transforme en un terrain d'exercice pour les extrémistes, soit en une plateforme de dialogue et de diversité qui pourrait être un modèle à suivre. Le Liban est un Etat du Proche-Orient au sein duquel différentes religions et cultures collaborent de façon positive dans toutes les classes sociales. Depuis des années, on assiste à des tentatives extérieures de déstabiliser cette région au travers d'un extrémisme violent. «L'EI et ses partisans sont une version de ce mouvement qui dirige la lutte contre des minorités, en particulier contre les chrétiens.» Aujourd'hui en 2015, nous nous souvenons du génocide des Arméniens qui, il y un siècle, ont été pourchassés uniquement à cause de leur foi. Le Liban a lui aussi été touché et en a souffert, faisant à l'époque partie de l'empire Ottoman. Ce parallèle historique montre que «l'apparition et existence de l'EI n'est en aucune manière un phénomène nouveau dans la région.» Dans l'histoire, le Liban a toujours été un havre de liberté pour toutes les populations opprimées. «C'est l'esprit même de notre Etat.»

Depuis la fin de la domination turque, les chrétiens jouent «un rôle tampon décisif entre les différents courants de l'Islam.» Le Liban, comme l'a démontré le ministre libanais dans son intervention, se trouve sur la ligne de front de la lutte contre le terrorisme, et sa population se sent abandonnée du reste du monde «qui ne fait que de montrer un intérêt rhétorique sans protéger ni défendre les chrétiens.» Il y a 20 ans, 1 million de chrétiens vivaient en Irak. Début 2014, il en restait encore 400 000. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 200 000. Il s'agit d'une guerre contre la culture. Les lieux de culte chrétiens sont dévastés, et les populations systématiquement humiliées ou chassées.

Gebran Bassil a appelé la communauté internationale à agir afin qu'il soit mis fin à ces agissements. Dans les expulsions, il ne voit pas seulement le fanatisme religieux: selon lui, il s'agit également d'un outil de mise en œuvre d'une stratégie politique destinée à la réorganisation du Proche-Orient. Il est à craindre que l'effet-domino ne contamine le Proche-Orient pour s'étendre à d'autres régions du monde. Le monde arabe n'a pas su réagir à temps envers l'EI et son idéologie. Si l'on réussit à chasser les chrétiens de cette région, l'équilibre géopolitique de la région risque de voler en éclats.

Selon le ministre libanais, «la Russie s'emploie à trouver un équilibre au Proche-Orient. Au cours de l'histoire, la Russie s'est toujours engagée en faveur de l'indépendance de cette région.» Le christianisme a ses racines au Proche-Orient. C'est de là que viennent les chrétiens, c'est là aussi qu'ils voulaient vivre. Selon Gebran Bassil, personne ne sait mieux comment ils doivent traiter leurs frères musulmans. Depuis des siècles, ils ont vécu ensemble et se sont développés en commun. La contribution des chrétiens est nécessaire pour relier les différentes confessions entre elles. A la fin de son intervention, il a fait appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue à la résolution de ce problème.

Le ministre des Affaires étrangères arménien *Edouard Nalbandian* a également rappelé à quel point le Proche-Orient est important pour l'humanité. «Le Proche-Orient est une région extraordinaire dans laquelle la pluri-culturalité est une réalité. C'est là que sont nées et se sont développées diverses cultures, au nombre desquelles le christianisme.» Il a aussi décrit la situation précaire et menacée qui est celle des chrétiens dans le conflit actuel. La persécution des chrétiens ne relève malheureusement pas de l'extraordinaire dans cette région. Si les chrétiens constituaient encore 20% de la population au début du XX^{e} siècle, ils ne sont plus que 5% au début du XXI^{e} siècle. On ne peut cependant partir de l'idée que les attaques menées contre les groupes religieux, notamment contre les chrétiens en Irak et en Syrie, sont basées uniquement sur des motifs religieux. Nous avons toujours souligné que les pays riverains du conflit doivent cesser leur soutien aux terroristes. Dans le cas présent, l'Arménie soutient l'application de la résolution du Conseil de sécurité.

D'autres interventions ont rendu compte de la situation conflictuelle dévastatrice au Proche-Orient. La majorité des participants au débat étaient d'avis qu'il ne s'agissait pas seulement d'un conflit fondé sur la religion mais que derrière ce conflit se dissimulent des objectifs de politique de puissance. *Mère Agnès,* une religieuse syrienne, a très clairement mis en évidence qu'il s'agissait d'un conflit fomenté par les Etats-Unis dans le but de provoquer un changement de régime en Syrie. A son avis, le renforcement de l'EI n'est possible qu'avec l'aval des Etats-Unis. Une photo montrant le sénateur républicain *Mc Caine* avec le chef de l'EI, *Al Baghdadi,* confirmerait les liens supposés entre les USA et l'EI, même si les médias tentent de nous faire croire le contraire. Il y a donc des raisons évidentes à la progression si rapide de l'EI et au manque de conviction avec lequel il est combattu par les Etats-Unis et leurs alliés. Suite à l'affaiblissement du gouvernement al-Assad et le soutien des Etats-Unis, les extrémistes ont pu se répandre de plus en plus dans cette région.

Le prétendu «Clash of Civilisations» serait le résultat de provocation et de manipulations exercées à des fins géopolitiques. Il n'y a pas de réel problème entre l'islam, le christianisme et le judaïsme. Il n'y a pas non plus de «Clash of Civilisations» dû à une «incompatibilité entre religions différentes». Les querelles ne sont pas inhérentes, mais sont le résultat de manœuvres politiques. Les musulmans modérés ont souvent payé leurs opinions libérales de leur vie, et bien plus encore que les chrétiens. La région concernée du Proche-Orient est devenu un espace où les droits de l'homme sont ignorés. En Syrie même, l'existence des chrétiens se déroulait sans problèmes. Dans les régions occupées par la dite «Armée syrienne libre», une vie normale n'est plus concevable pour les chrétiens. Pour les participants au débat, il est clair que la «guerre culturelle» n'est qu'un prétexte recouvrant en réalité la lutte pour le pouvoir au Proche-Orient. C'est cela qui doit être pris en compte et porté à la connaissance du Conseil des droits de l'homme. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2015 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Au fait, qui veut de ce Plan d'études 21 et quelle en est son origine?

wl. On ne cesse de nous le répéter: le Plan d'études 21 n'est que l'application de l'article sur la formation de la Constitution fédérale que la majorité du peuple a approuvé et qu'il s'agit uniquement d'harmoniser les niveaux d'enseignement.

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national avait rédigé l'article constitutionnel sur l'éducation. Selon son rapport concernant l'initiative parlementaire 2005, elle ne voulait qu'atteindre «la définition de paramètres fondamentaux ou de ‹points de rencontre›». Dans sa brochure explicative, le Conseil fédéral définit l'envergure de l'harmonisation de manière suivante: «souveraineté scolaire des cantons, mais paramètres uniformes». De tels «paramètres» ne rempliraient que quelques pages A4. En 2006, lors de la votation populaire, le peuple voulait apparemment une telle harmonisation mesurée. Cette promesse n'est cependant pas tenue dans le Plan d'études 21, car il n'y a pas de solution uniforme à la question des langues et l'apprentissage autonome et individualisé sur les compétences au sein de cycles de 3 à 4 ans ne permet pas non plus d'harmoniser le passage d'un niveau à l'autre.

Rudolf Walser, représentant d'*avenir suisse* a clairement critiqué le fait que la volonté du peuple n'est pas respectée: «On a mis l'accent sur la souveraineté scolaire cantonale et on n'a parlé que de paramètres uniformes. […] On n'y trouve pas d'indices justifiant l'orientation du Plan d'études 21 qui met l'accent sur les compétences personnelles, sociales et méthodiques au lieu de définir des objectifs de formation quant au savoir.»

Le 7 octobre 2011, le professeur *Rudolf Künzli,* spécialiste en matière de plans d'études, a déclaré lors d'une conférence à la Haute école pédagogique de Zurich que ce n'était pas un hasard que la D-CDIP voulait imposer des milliers de compétences au lieu de «paramètres». La décision «fut prise malgré une alternative explicite, les ‹points de rencontre›». Sur ordre de la CDIP, on avait déjà rédigé quelques-uns de ces «points de rencontre» en les axant explicitement «sur des sujets et des contenus d'enseignement». C'est apparemment ce que la Commission du Conseil national avait à l'esprit lorsqu'elle parlait de «points de rencontre».

Dans le Plan d'études 21 il ne s'agit donc pas de l'application de l'article constitutionnel mais d'autre chose, comme le professeur Künzli l'exprime dans la conférence mentionnée ci-dessus: «Le choix délibéré de l'alternative met en évidence qu'il s'agit d'un changement de point de vue et de paradigme considérable par rapport à la compréhension de l'école et de l'enseignement. On ne devrait pas en sous-estimer l'importance.» *Regine Aeppli,* responsable du département de l'Instruction publique de Zurich, décrit l'envergure de la réforme de manière encore plus claire: «C'est une œuvre du siècle, qui transformera notre école de manière fondamentale.»

Quels en sont les modèles et à quoi bon? Déjà en 2004 dans son livre blanc sur «HarmoS», la CDIP introduit la restructuration de l'instruction publique selon le modèle des pays anglo-saxons et scandinaves et selon l'Allemagne surtout pour les compétences, afin de permettre le «pilotage du système éducatif». Ceci était pour la CDIP «une concentration d'efforts de la plus haute priorité stratégique».

La CDIP se réfère à la théorie des «standards éducationnels» développée par la spécialiste en éducation *Diane Ravitch*. Selon elle il s'agit de «‹Performance-Standards› […] donc de standards normatifs orientés vers le output, le résultat et la performance». Malheureusement, la CDIP n'a pas l'honnêteté d'informer le public que Diane Ravitch fait depuis longtemps partie de ceux qui critiquent haut et fort cette réforme fatale aux USA. L'instruction publique en est devenue corrompue et asociale et les performances intellectuelles se détériorent.

Il faut se demander pourquoi on en arrive à cette stupidité que sont les «compétences», ce «pilotage de l'éducation» et cette folie de la «standardisation».

L'étude de *Tonia Bieber,* politologue allemande de Brème, est très instructive. Elle a analysé la question de savoir pourquoi des organisations internationales ont eu tant de succès en transformant l'instruction publique en Suisse selon leur gré:

Pour l'introduction des réformes scolaires les plus récentes en Suisse, PISA a été décisif. Grâce au «pilotage doux», l'OCDE a réussi à impliquer les «vetoplayers» [opposants], en particulier l'UDC et les cantons, dans les projets de réformes. Grâce à l'étude PISA, il fut possible de fixer des normes éducatives en tant qu'instrument efficace du «pilotage». Selon Tonia Bieber, l'OCDE est responsable depuis 1990 de toutes les réformes éducatives en Suisse, ce qui représente un «changement de cap extrême». En résumé, elle estime que l'effet des «mécanismes de pilotage doux» des organisations internationales avait même surpassé l'effet des «vetoplayers» conservateurs – entre autre parce que ces derniers ne voulaient pas qu'on les rende responsables d'avoir empêché des réformes.

Le professeur Künzli attire également l'attention sur une compréhension de l'Etat totalement modifiée: «Du point de vue de la théorie des plans d'études et de l'enseignement, le projet du Plan d'études 21, fait partie d'une logique modifiée du pilotage scolaire, appelée aujourd'hui ‹gouvernance›.» Par ‹gouvernance›, on entend des formes d'influence et de domination d'organisations démocratiquement non légitimées – des organisations internationales avec des agendas étrangers ont donc mené au Plan d'études 21.

Les acteurs de la bureaucratie scolaire ne tentent pas seulement d'imposer cet agenda sur le plan politique mais aussi au sein des écoles. La formation continue des enseignants dépend depuis des années de cette réforme scolaire, les manuels obligatoires sont en partie déjà «conforme au Plan d'études 21», les directions et les autorités scolaires sont fidèles à cette «œuvre du siècle». *Martin Wendelspiess,* chef de l'office de l'école obligatoire du canton de Zurich, décrit lui aussi les moyens de «pilotage doux» pour imposer les réformes: aujourd'hui, nous disposons d'une «assurance qualité beaucoup plus efficace» grâce aux chefs d'établissements et à la surveillance professionnelle des écoles. Le journaliste du «Landbote» du 10 février 2015, veut savoir de ce bureaucrate de l'enseignement ce qu'on fait des enseignants récalcitrants. Il répond: «D'abord, les responsables cherchent le dialogue, on formule ensemble des objectifs à atteindre et on se met d'accord sur les formations continues à suivre ou on les impose. Si un enseignant refuse catégoriquement, cela revient à un manquement au devoir professionnel.» Est-ce donc étonnant que les associations des enseignants se taisent?

En résumé, on peut constater que:

1. Le Plan d'études 21 n'est pas un mandat constitutionnel.
2. Le peuple n'a pas voulu d'un tel Plan d'études 21.
3. La bureaucratie scolaire s'est fait «doucement piloter» par des organisations internationales.
4. On transmet cette pression aux enseignants et à d'autres acteurs travaillant dans l'instruction publique.
5. Tout ce processus va à l'encontre de la démocratie, du pluralisme et de l'Etat de droit. •

Bibliographie:

Diane Ravitch: *The Death and Life of the great American School System: How Testing and Choice Are Undermining Education, 2010*

Tonia Bieber: *Soft Governance in Education. The Pisa Study and the Bologna Process in Switzerland, www.sfb597.uni-bremen.de/homepages/bieber/arbeitspapierBeschreibung.php?ID=159*

A qui profite le Plan d'études 21?

mw. Entre-temps, chaque citoyen attentif devrait probablement avoir compris pourquoi nous devons épargner notre jeunesse d'une scolarité avec le Plan d'études 21. Nos enfants, seuls devant leur écran, avec un patchwork de «compétences» sans contenu, doivent sans avoir compris la matière, sans base de connaissances solide, essayer de trouver ou de deviner des solutions à des problèmes peu clairs. Le pire est qu'il leur manque le soutien essentiel d'une relation avec leur enseignant et leur classe et qu'ils seront confrontés à une dure réalité après leur scolarité. Aujourd'hui déjà, beaucoup d'entre eux ne parviennent pas à terminer une formation professionnelle ou une école supérieure à cause de la direction ou plutôt de la non-direction de l'école déjà largement constructiviste – le Plan d'études 21 augmenterait sans aucun doute le nombre de naufragés.

Qui paiera les dommages causés …

Il est donc clair qui paiera pour les dommages du Plan d'études 21: ce seront surtout nos enfants et nos jeunes, mais aussi les parents qui chaque jour déjà, doivent aider leurs enfants pour les devoirs et peuvent les aider au mieux à démêler l'imbroglio dans leur tête. Mais n'oublions pas non plus ces jeunes enseignants qui ne sont plus guidés dans leur formation à apprendre l'un des plus beaux et des plus satisfaisants métiers, et en sont réduits à une fonction de coachs. Finalement, c'est la communauté qui en pâtit– surtout en Suisse – car il y a de moins en moins de citoyens qui sont en mesure de prendre leurs responsabilités démocratiques par manque de connaissances et de liens émotionnels. Egalement à déplorer est que le contrôle démocratique de l'école publique par les commissions scolaires élues par le peuple sera remplacé dans tous les cantons (dans quelques-uns c'est déjà le cas) par des contrôleurs «professionnels» imposés d'en haut, ce qui est absolument incompatible avec notre démocratie directe.

Le professeur *Walter Herzog* s'exprime ainsi: «Ce sont des experts qui ont élaboré à huis clos le Plan d'études 21, et ce seront ces experts qui surveilleront et contrôleront sa mise en œuvre. L'idée d'un système scolaire public, voulu par les citoyennes et les citoyens et contrôlé démocratiquement, semble nous échapper totalement de même que la profession d'enseignant ne peut être exercé professionnellement que si on ne la fait pas marcher au bon gré de quelque politique.» («Kompetenzorientierung – eine Kritik am Lehrplan 21», discours tenu le 7 janvier 2014)

… et qui en aura l'avantage?

Si nous considérons ces immenses dommages, la question urgente se pose de savoir à qui profite le Plan d'études 21.

Tout d'abord, aux armées d'«experts» qui à la demande de la CDIP, ont créés des miliers de compétences depuis des années dans le secret, aux «experts» qui sont maintenant en train de produire les séries d'evaluations informatiques, aux statisticiens qui se préparent à les évaluer. Mais cela n'est pas encore toute la vérité. Nombreux sont ceux qui ont déjà leur poste au sein de l'administration fédérale ou cantonale – qu'ils fassent ce boulot ou un autre, ça leur est bien égal. La situation est tout autre pour les professeurs universitaires et les sociétés de conseil privées consultés en dehors de l'administration étatique: leurs honoraires sont également financés par les deniers publics.

Mais à qui profite le Plan d'études 21 pour qu'il ne faille en aucun cas le rater? Il est facile de répondre à cette question dans notre monde de multinationales mondialisées extrêmement riches: «Le Plan d'études 21 sert à tous ceux qui veulent contrôler et quantifier davantage l'école, à ceux qui veulent développer et réaliser les tests, car ils rapportent gros. La mesurabilité en tant que telle ne rapporte rien. La truie ne prend pas de poids, du fait qu'on la pèse.» (Walter Herzog, «Das regulierte Schulkind», *Beobachter* du 20/2/15)

Les entreprises telles que *Bertelsmann et Cie.* en seront les bénéficiaires: un pays solvable comme la Suisse avec des milliers d'écoles auxquelles on pourra fournir chaque année les matériaux pédagogiques actuels, notamment les logiciels, adaptés spécialement au Plan d'études 21 … Et puis, toutes les séries d'évaluations, y compris les séries d'exercices et les spécialistes de l'évaluation pour des centaines de milliers d'élèves … une affaire en or que le monde éducatif mondialisé ne veut pas laisser filer. *Jürg Brühlmann*, le directeur du service pédagogique de l'*Association faîtière des enseignantes et des enseignants suisses* (LCH), fait un pas de plus en déclarant: «Il se pourrait bien que le Plan d'études 21 favorise ainsi la privatisation des écoles suisses, car il permet aux fournisseurs internationaux de prendre en charge ce service.» (*Beobachter* du 20/2/15) Il est grand temps que la direction du LCH commence à réaliser quelle direction prend l'entreprise. Il est à espérer que le LCH ne se laisse pas recruter pour une telle entreprise! Et *Anita Fetz*, conseillère aux Etats socio-démocrate de Bâle, de noter: «En outre: cet exercice coûte cher, très cher. Et l'argent est investi dans le béton, pas dans l'éducation! A Bâle par exemple, les transformations des écoles engloutissent tellement d'argent, plusieurs centaines de millions, que le canton échappe à peine au frein à l'endettement, et ne pourra plus réaliser de gros investissements pour plusieurs années.» (*Die Zeit* du 23/10/14)

Ah bon, nous – qui savons encore combien font un plus un – constatons très bien la combine! L'expérience de grande envergure du Plan d'études 21 se chiffre en milliards pour les producteurs de matériaux pédagogiques et de logiciels d'évaluation sur le dos de générations entières d'élèves. Intéressant aussi pour les entreprises de matériel informatique: car l'«apprentissage autodirigé» et les tests se feront avant tout sur ordinateur – à chaque écolier (même à ceux de l'école enfantine!) son propre ordinateur portable. En outre, les nouveaux «environnements d'apprentissage» génèrent aujourd'hui déja des revenus pour l'industrie de la construction et pour de nombreux architectes spécialisés.

Et quelle école voulons-nous, nous les citoyens?

Donc, pour soutenir les grosses affaires, on veux nous forcer à abandonner notre position

Suite page 11

Des tablettes numériques en classe: C'est ainsi que ça marche, chers enseignants

Lors d'une nouvelle formation continue, les enseignants peuvent apprendre comment utiliser les tablettes numériques dans l'enseignement. Le stage développé par la Haute école pédagogique de Zurich est financé par *Samsung Electronics Suisse.*

Selon un communiqué de la Haute école pédagogique, les tablettes numériques représentent un énorme potentiel pour un enseignement innovateur et motivant les élèves. Ce ne sont pourtant pas encore toutes les écoles et tous les enseignants qui profitent de cette option. La formation continue est gratuite pour des équipes enseignantes ou des enseignants particuliers.

Au cours d'une série en cinq volets, les enseignants recevront des impulsions et des idées de cours concrètes axées sur les compétences du Plan d'études 21. Pour qu'ils puissent, entre les différents volets du stage, tester les idées reçues dans leur propre établissement scolaire, des tablettes numériques leur seront remises gracieusement.

Cette formation continue s'adresse aux écoles en Suisse alémanique (du jardin d'enfants au premier cycle du secondaire). *Samsung* prendra les frais à sa charge et équipera deux salles de la Haute école pédagogique avec l'infrastructure nécessaire.

Selon les experts, les tablettes numériques se prêtent particulièrement bien à l'apprentissage coopératif en groupes ou lors de travaux interdisciplinaires.

Dans quelques projets pilote, les tablettes numériques sont déjà mises à disposition dans des écoles suisses – aux cantons d'Argovie, de Zurich, et de Soleure par exemple – et dans un cas même déjà au jardin d'enfant.

sda/mim du 24/2/15

«Les enfants ont besoin d'un enseignement structuré et guidé par le professeur»

Interview du Dr Elke Möller-Nehring, pédopsychiatre

Elke Möller-Nehring (photo mad)

Un regard au delà des frontières s'avère parfois instructif surtout quand il s'agit d'évènements dans notre pays ne touchant ni la tradition, ni les propres racines. Tel est le cas du nouveau Plan d'études 21. Il est intéressant de constater qu'en Bavière, land conservateur, on procède de la même manière qu'en Suisse pour bousculer le système scolaire. Dans l'interview ci-dessous, Dr Elke Möller-Nehring, pédopsychiatre, démontre des parallèles consternants et évoque l'origine de cette réforme scolaire.

Horizons et débats: Quelles critiques apportez-vous à ce Plan d'études PLUS bavarois?
Dr Möller-Nehring: En fait, le Plan d'études PLUS bavarois est la continuation de celui introduit en 2000. Depuis sa mise en application dans l'enseignement, ce plan d'études a eu de telles conséquences que je me suis dit qu'il fallait vraiment regarder de plus près ce qui sera repris et ce qui sera différent dans la nouvelle mouture.

A-t-il été facile de s'informer?
Non, pas du tout. Il n'y avait aucune information préalable. Le ministère bavarois de l'instruction publique s'est retranché dans le mutisme, toutes les décisions ont été prises à huis clos. On a eu le droit de le consulter que lorsque le nouveau plan d'études était achevé.

Qu'est-ce qui a changé avec le Plan d'études 2000?
On a éliminé la systématique, la structure ou les exercices approfondis au profit d'une multiplicité bariolée, de la découverte autonome selon laquelle «chacun trouvera son propre chemin». Par exemple en mathématiques: il n'y a plus d'instruction détaillée montrant comment arriver à coup sûr à la solution juste. Au lieu de cela, les élèves doivent trouver leurs propres voies pour résoudre un problème. Une mère m'a parlé des problèmes que son fils a eus en 2e année de l'école primaire. Elle a donc pris son temps et lui a expliqué: ce type de problème-ci, tu le résous de cette façon et pas autrement, tandis que ce type de problème-là, il faut le résoudre de cette façon. Après peu de temps, l'enfant a repris courage, a retrouvé son assurance et a pu à nouveau suivre les cours de maths.

Le Plan d'études PLUS poursuit le procédé décrit ci-dessus du Plan d'études 2000 en se référant explicitement au concept du constructivisme. Les enseignants sont obligés d'appliquer les nouvelles méthodes, c'est-à-dire que les enfants doivent apprendre de façon autonome – en remplissant des fiches de travail. Le professeur se retire activement de l'enseignement. Il n'a plus le droit de se présenter comme celui qui «sait», qui apprend quelque chose aux enfants, qui leur transmet quelque chose. Son devoir est uniquement de créer l'entourage rendant possible l'apprentissage autonome et d'être un conseiller qu'on aura le droit de consulter. Tout cela est une vision complètement fausse de l'enseignement.

Peut-on actuellement observer les conséquences du Plan d'études 2000 que vous venez de mentionner?
Les conséquences sont telles que les élèves quittent l'école pour commencer un apprentissage ou des études avec de mauvaises bases. Cela contraint les professeurs des universités d'organiser des cours où ils transmettent les bases dont les étudiants des années précédentes devaient disposer comme condition sine qua non pour pouvoir suivre les études supérieures. Les maîtres d'apprentissages ne peuvent plus compter sur des connaissances de base solides, ni en mathématiques ni en orthographe. Mais aussi au niveau du comportement, ils doivent constater que les jeunes adultes ne sont plus capables d'apprendre, de se concentrer sur un travail – les méthodes modernes de l'enseignement ne les y amènent pas et ils ne se laissent plus guider par un adulte. Cela provoque le mécontentement dans les entreprises formatrices.

Les entreprises formatrices s'opposent-elles à cette diminution croissante du savoir?
Jusqu'à présent, on ne se rendait pas encore compte de l'interdépendance entre les déficits des adolescents et les nouveaux plans d'études. C'est pourquoi je voudrais initier un large débat dans la population afin que les gens commencent à comprendre ce qui se joue et où sont les origines de ces évolutions.

Est-ce que j'ai bien compris: on constate les déficits mais on ne voit pas encore assez leurs causes?
C'est cela. Actuellement, ni les associations des enseignants, ni les associations des parents ne s'y opposent, mais les enseignants sont consternés et frustrés car ce qui est prescrit par les plans d'études n'est guère utilisable.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement?
Le Plan d'études PLUS est orienté selon les compétences et basé sur le constructivisme ce qui le rend quasi inutilisable pour les enseignants. C'est une sorte d'idéologie qui n'améliore en rien la qualité de l'enseignement. Tout au contraire. Les professeurs comprennent que leur devoir pédagogique n'est plus apprécié parce qu'on les a privés des instruments pédagogiques en introduisant l'apprentissage par la découverte autonome, les plans hebdomadaires ou les devoirs individuels. Les professeurs n'en veulent pas. Et du coup, les parents se voient obligés de prendre le rôle de maître auxiliaire parce que, sans leur soutien, beaucoup d'élèves seraient en échec. Et ceux dont les parents ne sont pas en mesure de faire ce travail vont échouer – voulons-nous vraiment qu'on nous ramène à l'instruction à deux vitesses?

Vous avez mentionné le constructivisme, célébré comme nouvelle découverte pour les réformes en Suisse. En fait, il y a des parallèles éclatantes avec le Plan d'études 21 en Suisse alémanique. Qu'entend-on par constructivisme?
Le constructivisme part de l'idée que tout homme se construit sa propre réalité et qu'il n'y a pas de vérité ni de connaissance assurées. Selon ses objectifs ou son état d'esprit du moment, l'enfant doit se construire sa propre «réalité» d'après ce qu'il retrouve dans le monde qui l'entoure. Le problème consiste dans le fait que les enfants et les adolescents ne reçoivent plus d'instruction. On ne leur transmet plus qu'il y a des bases et des connaissances assurées mais que l'enfant doit découvrir et reconstruire tout par lui-même. D'un côté c'est trop difficile et mène souvent à un manque de profondeur parce qu'il n'y a pas de bases et de l'autre côté c'est une relativisation des valeurs et des normes indispensables pour un vivre ensemble pacifique et une démocratie qui fonctionne bien.

Comment cela se concrétise-t-il dans les cours?
Etant donné qu'aujourd'hui les compétences ont la priorité sur les contenus, les enfants doivent construire leurs cours eux-mêmes. Dans une quatrième d'un collège, il faut apprendre la géographie des pays de l'Europe et la présenter après coup. En dehors du fait que les élèves ne savent pas comment faire une présentation solide, ils ne sont pas non plus capables de donner une vue globale à travers le matériel qu'ils ont cherché sur Internet. Pour savoir faire cela, il faut avoir fait des études. Ce sont les enseignants qui ont des connaissances, qui ont la formation didactique nécessaire. Maintenant, ce sont les enfants qui transmettent à leurs camarades de classe leurs connaissances mal structurées. C'est insensé. Les élèves devant travailler ensemble sont très souvent découragés parce qu'ils ne savent pas comment entamer de façon raisonnable leur tâche. Ils disposent d'un tas d'informations mal structurées, mais n'ont aucune idée comment s'y prendre et à la fin, ils abandonnent …

… on n'arrive guère à croire que cela soit l'avenir dans les salles de classe …
… si, malheureusement, c'est le cas. En groupe de quatre, ils auraient dû élaborer la présentation. Un des élèves a dès le début sorti son portable de son cartable et a commencé à jouer, car la tâche le dépassait complètement. Il n'y a pas de professeur qui guide et soutient les adolescents et les aider à surmonter les obstacles. Etre abandonnés, sans instruction, sans contact avec le professeur, les adolescents se sentent dépassés.

Quels en sont les résultats pour les élèves?
Cela conduit à une déstabilisation complète. Il y a un découragement, et, dans le pire des cas, l'impression d'être bête. Chez les jeunes, il en résulte souvent un comportement déviant. Et ce n'est pas rare qu'ils soient envoyés chez un psychologue ou un psychiatre. Je suis pédopsychiatre, et je rencontre ces jeunes-là en grand nombre. Ces jeunes sont psychiatrisés et portent pour toute leur vie un lourd fardeau dont ils n'arrivent presque plus à se libérer. Tout cela pourrait être évité.

Quelle est votre idée d'un bon enseignement?
On doit s'attendre à ce que beaucoup d'enfants et d'adolescents ne soient plus en mesure de s'adapter à quelqu'un d'autre et de s'orienter sur lui. L'auteur et pédopsychiatre *Michael Winterhoff* observe chez les écoliers débutants, un développement émotionnel comparable à celui d'un enfant de 16 mois. C'est ainsi que les écoliers commencent l'école primaire.

C'est effrayant.
Oui, il faut absolument une maturation. Le développement de la personnalité des enfants ne peut se faire que grâce à la contribution d'une personne adulte. L'enseignant doit en prendre conscience. C'est vers lui que les enfants s'orientent, c'est lui qui leur montre le chemin, c'est lui qui leur donne l'enseignement structuré et guidé dont ils ont besoin, qui leur donne des instructions détaillées tout en les corrigeant si nécessaire. En créant un lien entre lui et ses élèves, l'enseignant sera mieux en mesure de les comprendre, de les encourager et de les soutenir de manière appropriée. Il faut aussi que le professeur soit exigeant. Pour cela, il faut un rapport personnel. Ce sont les enseignants du primaire qui pourraient garantir cela, car au primaire, il y a encore le principe de l'enseignant principal. Ce sont eux qui pourraient amener les enfants vers cette maturation. Cet enseignement logique et bien structuré et la relation entre enseignant et élèves sont les bases d'un enseignement réussi.

Le devoir de l'enseignant, tel que vous le décrivez, permet d'aller à la rencontre des élèves de façon plus ciblée que ne le permettent les nouvelles méthodes prévues dans le Plan d'études PLUS. Là, les enfants sont franchement abandonnés.
Les enfants sont à la merci de toute tourmente et se débrouillent n'importe comment. Il s'ensuit un autre aspect: en mettant l'accent sur l'apprentissage autonome et l'enseignement individualisé, on a supprimé l'enseignement en classe. La communauté en classe est l'occasion la plus merveilleuse pour apprendre les uns des autres. L'élève faible, entendant les questions de son camarade et aussi les réponses en apprend beaucoup, même s'il n'ose pas poser les questions lui-même. Les enfants apprennent à se référer les uns aux autres, à s'écouter. Grâce au soutien d'un enseignant expérimenté, ils peuvent devenir une communauté au sein de laquelle ils apprennent tout ce dont ils auront besoin plus tard dans notre société et dans notre démocratie. Ainsi, ils deviennent capables d'assumer plus tard leurs responsabilités civiques. Tout cela est supprimé dans les «bureaux d'apprentissage» où chacun ne s'occupe que de son propre avancement. Le camarade n'y joue aucun rôle et est souvent ressenti comme un facteur dérangeant.

On peut donc dire que le Plan d'études PLUS et auparavant le Plan d'études 2000 représentent un changement de paradigme dans l'enseignement scolaire.
Tout à fait!

Les enseignants sont réduits à des figurants…
… Ils font du coaching ou de l'accompagnement …

… et les élèves sont abandonnés, doivent développer n'importe quoi dans le sens du constructivisme ce qui n'a rien à voir avec la réalité. On se demande pourquoi toutes ces méthodes sont sciemment imposées à nos écoles.
Ce sont évidemment des objectifs idéologiques. Cela provient de cercles proches de l'économie, bien sûr pas des petites et moyennes entreprises, mais des multinationales et de la haute finance. Ce sont eux qui veulent disposer de gens gouvernables. Les enfants n'ayant pas de rapport avec la communauté et ne s'orientant pas vers l'adulte sont gouvernables. Ils manquent de relations personnelles, ce qui les rend facilement manipulables. Et n'oublions pas que le secteur de la formation est un marché extrêmement lucratif…

Mais qu'en disent les parents? Aucune personne raisonnable ne peut approuver cela?
C'est quelque chose que nous autres parents bavarois ne voulons en aucun cas. Beaucoup de parents s'aperçoivent qu'il y a quelque chose qui cloche. Mais ils ne comprennent pas ce qu'ils observent. C'est ma préoccupation de leur expliquer ce qui se passe. Pour cette raison, j'ai rédigé avec un groupe de citoyens engagés une lettre aux parents intitulée «Parents pour un bon enseignement». Nous voulons une instruction dans le sens de la tradition humaniste, préconisant un bon enseignement pour tous pour que toute personne puisse être capable d'analyser ce qui se passe dans le monde et de participer au processus politique. Voilà ce que nous voulons récupérer. Cette lettre aux parents est accessible sur le site Internet *www.eltern-fuer-gute-bildung.de*. Nous serions heureux de pouvoir élargir la diffusion de ces informations et espérons ainsi promouvoir un débat public à large échelle.

Mme Möller-Nehring, un grand merci pour cet entretien intéressant. •

(Interview réalisée par Thomas Kaiser)

«A qui profite le Plan d'études 21?»
suite de la page 10

face à notre école? Certainement pas! Nous n'abandonnons pas nos jeunes à la merci du secteur privé, nous ne permettons pas que des grands groupes spécialisés dans la formation de chez nous ou de l'étranger exercent directement leur emprise sur les élèves par le «coaching» et le «testing» et le contrôle numérique. La bonne école publique suisse, l'une des principales institutions du secteur public, enracinée dans les communes et les cantons, ne doit pas devenir le jouet privatisé des affairistes. Là, le citoyen doit être attentif à ce qui se passe et se manifester. La commission scolaire, déjà supprimée dans l'un ou l'autre canton, doit regagner sa position en tant qu'autorité démocratique, élue par les citoyens des communes. Là, l'artisan se trouve à côté du médecin, la femme au foyer à côté de l'agriculteur. La tâche de la commission scolaire était toujours d'accompagner et de soutenir les enseignants, mais elle n'a jamais eu le mandat légal de les surveiller. Nous citoyens ne tolérerons pas de voir nos commissions scolaires céder la place à un organe de contrôle centralisé qui, loin de tout système démocratique, teste, évalue et administre des données statistiques à des fins plus que douteuses.

Maintenant plus que jamais, c'est le peuple qui doit décider du plan d'études pour l'école publique dans les 21 cantons alémaniques – et il prendra de bonnes décisions grâce au bon sens et au sens de la démocratie. •

«L'école d'enseignement général et polytechnique a établi un lien entre l'apprentissage scolaire et la vie professionnelle»

Un entretien au Musée du verre de Weisswasser

Horizons et débats: Dans de nombreux pays européens, dont aussi la Suisse, il y a depuis longtemps une grande pénurie de personnel qualifié dans les branches MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technologie). Beaucoup de jeunes ayant terminé leur scolarité obligatoire ne se sentent plus en mesure d'aborder une formation ou des études dans ces domaines-là, ce qui est probablement dû au fait qu'on ne leur transmet plus les bases nécessaires à l'école. Cette hypothèse est confirmée par le grand nombre d'étudiants qui abandonnent leurs études. Récemment, un homme d'affaire d'Ilmenau m'a dit: l'Allemagne ne forme plus d'ingénieurs, mais seulement des MBA (Master of Business Administration), qui, souvent sans connaissances techniques, veulent orienter les entreprises vers plus d'efficacité, les chamboulent et les conduisent souvent à la faillite. Autrefois, c'était différent.

Dans l'ex-RDA, on a porté une attention particulière à une bonne formation, avant tout dans les métiers techniques. Le personnel qualifié formé là-bas a été en tout cas très convoité à l'Ouest. Je propose de parler aujourd'hui de l'école et de la formation aux temps de la RDA avec un regard particulier sur l'école d'enseignement général et polytechnique (Politechnische Oberschule, POS).

Gotthard Bläsche: Abordons tout d'abord la situation actuelle. En Allemagne d'aujourd'hui, trop peu d'ouvriers qualifiés sont formés et il y a beaucoup trop d'étudiants ne menant pas à terme leurs études. Actuellement, la Chambre des métiers fait un effort en proposant une formation d'ouvrier qualifié aux jeunes ayant abandonné leurs études.

Christa Stolze: Je dois dire que les meilleurs ingénieurs diplômés ont été ceux qui avaient appris un métier avant de faire des études supérieures. Mes apprentis, qui ont terminé leur formation pratique avant de commencer leurs études, ont apporté quelque chose, mais ceux qui ont fait des études universitaires juste après le bac pour venir ensuite chez nous, n'étaient bons à rien. C'est mon expérience pratique dans l'industrie.

Hans Schäfer: Je tiens à confirmer ceci. Je connais un grand nombre d'ingénieurs du verre qui, après avoir décroché le diplôme de notre école professionnelle de la technique du verre se sont retrouvés à l'Ouest après la réunification. Là, ils ont été confrontés à toutes les différences accumulées au fil des années. Et juste en ce qui concerne la mise à l'épreuve dans la pratique, je dois dire que nos gens étaient bien meilleurs que les «Wessis». Ils ont apporté les compétences et également la volonté de trouver des solutions lorsque quelque chose ne marchait plus. Là, les collègues de l'Ouest ont ouvert de grands yeux.

Christa Stolz: Eux par contre, ils se sont assis et ont attendu jusqu'à ce que la pièce de rechange et l'ouvrier arrivent pour les dépanner. Les Bavarois ont toujours dit que les «Ossis» sont de bons ouvriers, ils savent aussi réparer quand quelque chose se casse.

Pour nous, c'était une nécessité, car nous n'avions rien. Nous avons gardé chaque bout de fil et redressé les clous tordus. L'économie de pénurie a rendu les gens inventifs. Je ne sais pas comment vous voyez cela, en tant que directeur du Centre de formation professionnel, vous l'avez vécu de plus près?

Gotthard Bläsche: C'est exactement dû au fait que nous n'avions rien. Nous avions des conditions difficiles, pas de plan Marshall, des réparations de guerre élevées envers la Russie et des sanctions économiques imposées par l'Ouest.

Certes, ce qu'on peut contribuer reste toujours subjectif parce qu'on a ses propres expériences, mais je pense que la société est devenue, en divers points, très satisfaite d'elle-même, rassasiée et calme, et ne veut pas faire trop d'effort. J'ai également observé ce fait chez les élèves ou parmi nos étudiants de l'école professionnelle. Souvent, ils n'ont pas tout donné pour accomplir un travail, ils manquaient souvent d'engagement. Et je pense que, dans ce domaine-là, il faudrait davantage mettre l'accent dans l'éducation et la formation. Notamment dans les métiers techniques, c'est l'alpha et l'oméga.

Les métiers techniques ne sont curieusement plus tellement demandés. Il y a quelques années, il y a eu à Krauschwitz une journée dédiée aux écoles du secondaire (Mittelschule) lors de laquelle les différents établissements scolaires de la région se sont présentés. Notre école professionnelle, diverses entreprises et représentants d'institutions étaient également présents. Nous partagions une grande salle avec une menuiserie. Mais, les menuisiers n'ont pas attiré beaucoup de visiteurs intéressés bien que ce soit un métier magnifique. Je pense que c'est dû au fait qu'à l'école, les jeunes n'apprennent plus rien de ce métier et d'autres métiers techniques.

Avec les écoles du secondaire de la région – Krauschwitz, Schleife, Weisswasser – nous avons toujours eu une très bonne relation coopérative et nous avons organisé des journées de projets pour les classes supérieures ou les élèves sont venus chez nous et nous leurs avons montré, par exemple, comment marche l'électronique ou la menuiserie. Les menuisiers ont fait des choses avec les élèves et les mathématiques appliquées devenaient tout à coup intéressantes. Ils étaient obligés de calculer, sinon la pièce n'aurait pas été parfaite. Les élèves étaient très enthousiastes de ce qu'ils avaient appris. Je pense qu'on fait trop peu de choses analogues.

Il n'y a pas seulement une pénurie d'ingénieurs, mais il nous manque également des professeurs scientifiquement bien formés. Personne ne veut devenir prof de maths, de physique ou de chimie. Même à l'école professionnelle, personne ne veut enseigner la technique des métaux ou l'électronique. Souvent, déjà les enseignants de l'école élémentaire considèrent la technique comme difficile ce qui empêche les jeunes de s'y intéresser.

Horizons et débats: Et autrefois, c'était différent?

Eveline Hubatsch: Chez nous, il y avait les écoles d'enseignement général et polytechnique (Polytechnische Oberschulen, POS) pour tous les élèves de la première à la dixième année. Après la 8e et plus tard après la 10e année, on pouvait entrer au lycée. Chaque POS avait un lien étroit avec une ou plusieurs entreprises partenaires. Comme matières polytechniques ont été enseignées, de la première à la sixième année, le jardinage, la technologie et la couture. A partir de la 7e année jusqu'à la 10e année, les élèves allaient un jour par mois dans l'entreprise partenaire et là, ils devaient activement participer au travail.

Moi, j'étais, par exemple, dans la fonderie «Keulahütte» à Krauschwitz. Ce n'est pas vraiment un travail où on endosse une blouse blanche. J'ai dû faire des moules pour la fonderie, donc un vrai travail de maçon. Ainsi, on a appris à apprécier le travail de ces gens qui s'y rendaient jour après jour et y tenaient bon et en plus on a développé un rapport avec le métier. Dans de nombreux cas, ces stages étaient décisifs dans le choix d'une profession.

Gotthard Bläsche: L'engagement dans les entreprises figurait comme matière dans le plan d'études – telles que «travail productif» (PA) et «introduction à la production socialiste» (ESP) pour la théorie. En théorie, nous avons par exemple appris entre autre le dessin technique. Et lors du cours pratique dans l'entreprise, on a appris à limer, à percer et beaucoup d'autres compétences artisanales, par exemple celles d'un serrurier ou d'un électricien.

Je suis allée dans une entreprise industrielle, mais des copains à moi sont allés dans l'agriculture et y ont passé leur journée d'enseignement. Par semaine, ils passaient quatre heures dans les locaux pour suivre après encore deux ou trois heures de cours. Il y avait des notes pour les matières PA et ESP et elles figuraient dans le bulletin.

Le fait d'avoir fait connaissance avec l'agriculture, l'industrie et d'autres domaines, donnaient aux jeunes une idée réelle de ce qui les attendait dans les diverses professions.

Evelin Hubatsch: Jusqu'à la quatrième classe de la POS prédominaient les cours d'allemand, dix à quatorze leçons par semaine. Après avoir appris à fond la langue allemande, l'accent était mis sur les mathématiques, les sciences et la technologie.

Hans Schäfer: La langue et la pensée humaines sont étroitement liées. Quelqu'un qui ne maîtrise pas la langue ne sait pas non plus penser correctement et actuellement cela fait même défaut là où la langue fait partie de la profession.

Horizons et débats: Le développement à l'Ouest va dans une direction complètement différente. L'OCDE exige par exemple, qu'il y ait d'avantage d'universitaires, bien qu'il soit connu que les pays ayant les taux les plus élevés de bacheliers ont également le taux de chômage le plus élevé. Sous prétexte que la «société de la connaissance» exige cela, les connaissances pratiques sont de plus en plus réduites.

En vous écoutant, je me demande s'il n'aurait pas été utile de se mettre ensemble après la chute du mur pour réfléchir à ce qu'il faut conserver des deux systèmes scolaires pour en faire une synthèse?

Gotthard Bläsche: Après le tournant, tout ce que nous avions fait était faux. On ne nous a rien demandé.

Ce que vous avez dit concernant les théories de l'OCDE, je pense qu'il faudra toujours des gens orientés vers la pratique, le monde n'est pas théorique. Il faut beaucoup de savoir-faire artisanal. Les exigences ont en effet changé, car d'autres appareils et instruments sont disponibles qui doivent être utilisés, mais il est toujours important d'acquérir des connaissances générales, d'expérimenter et de faire le lien.

J'ai constaté, que la désorientation chez les jeunes conduit souvent à la léthargie. S'ils ne savent pasce qui les attend, la motivation fait défaut. Mais, en général, je pense que les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas moins performants qu'autrefois. Cela dépend aussi de l'école. Je me réfère plein de respect à certaines écoles, ici dans les environs, qui font un travail excellent et scolarisent leurs élèves correctement. Seulement, je suppose que souvent, le contexte manque et que les élèves ne savent pas quoi faire de ce qu'ils ont appris et comment associer les connaissances les unes aux autres. Souvent, ils ne savent pas ce que cela leur apporte. Cette relation leur manque.

Dans la POS, les jeunes apprenaient beaucoup à l'école, par exemple en mathématiques. Puis, ils sont arrivés dans une entreprise et là, ils se sont rendus compte qu'ils devaient savoir compter pour résoudre un problème. C'est ainsi qu'on réalise le lien entre l'apprentissage scolaire et la vie professionnelle. •

Participants à cet entretien: Evelin Hubatsch, ancienne directrice de la «Lausitzer Glaswerke GmbH», Christa Stolz, ancienne directrice de la décoration du Porzellanwerk Weisswasser, Gotthard Bläsche, chef du Centre d'école professionnelle à Weisswasser, Hans Schäfer, ancien formateur à la Glasfachschule Weisswasser et Dieter Sprock, pour «Horizons et débats».

Succès de la récolte de signatures contre le Plan d'études 21 au canton de Saint-Gall

L'association hors parti *Starke Volksschule St. Gallen* vient de déposer les signatures récoltées pour l'initiative cantonale «Ja zum HarmoS-Austritt» [Oui à la sortie de HarmoS]. Les 7017 signatures dépassent de 75% le nombre nécessaire.

Ce résultat excellent reflète la volonté des citoyens du canton de Saint-Gall de changer de cap en politique éducative. Le fait que le Plan d'études 21, l'orientation vers les compétences, l'apprentissage autodirigé et le concept des langues étrangères puissent davantage détériorer le système éducatif semble apparemment préoccuper les citoyens.

L'enchaînement de pseudo-matières et de connaissances approximatives exigé dans le Plan d'études 21 ne conduit pas à une formation solide.

Il semble que des «experts en éducation» aient transformé le simple mandat d'harmoniser les systèmes éducatifs de manière raisonnable en un pilotage idéologique de l'instruction publique, ceci sans aucune légitimation de la part des citoyens suisses.

Extrait du communiqué de presse:
Verein Starke Volksschule St. Gallen

Station de jeunes naturalistes et techniciens de Weisswasser

ds. La station de jeunes naturalistes et techniciens s'engage pour une formation de la jeunesse extrascolaire. Avec des offres soit scientifiques et techniques, soit dans le domaine artistique et créatif, elle soutient les jeunes dans la recherche de leur futur métier, un travail important, souvent négligé dans les écoles. Lors d'une visite *Bernd Frommelt,* directeur de la station, explique: «En RDA nous avions le domaine d'enseignement du *travail productif,* supprimé après le tournant. Même si pour nous, étant enfants et adolescents, le travail n'a pas toujours été un plaisir, on pouvait découvrir différents métiers et réaliser ce qui ne nous convenait pas. Ici, chez nous, les enfants et les adolescents ont la possibilité d'essayer plusieurs choses, le travail avec du bois, du métal et d'autres matériaux, dans l'électronique ou dans la nature. Ils ont la possibilité de se rendre compte: «Est-ce que j'ai la patience de tenir bon – pendant un an, toutes les semaines –, de construire par exemple d'après un plan de construction le modèle d'un bateau que je pourrais mettre à l'eau. Ou bien est-ce que je m'intéresse davantage à la nature ou à l'électronique? Nous avons un camp de technique numérique avec de bons professionnels pour ceux qui s'y intéressent spécialement et qui seront peut-être les ingénieurs de demain.

L'année passée la station a monté le projet «Anciennes variétés de fruits». L'idée était de redécouvrir d'anciennes variétés de fruits. «Suite à l'extraction extensive de lignite et l'uniformisation des produits – chaque pomme doit avoir la même taille et ne doit pas avoir de taches – beaucoup d'anciennes variétés ont disparu», explique Bernd Frommelt. La station collabore avec une spécialiste qui amène les enfants dans les contrées ou les mines à ciel ouvert progressent. Ils y cherchent des branches d'anciennes variétés de pommes, avant que les villages soient détruits.